

Idéologues et militants du social-chauvinisme : de Jean-Claude Michéa au Parti de Gauche, de *Marianne* à ATTAC, de *Politis* au PRCF, de Frédéric Lordon au *Monde diplomatique*, d'Emmanuel Todd au MPEP et au PCF...

PRESENTATION¹ : Le «social-chauvinisme» est une vieille expression polémique utilisée durant la Première Guerre mondiale par les socialistes marxistes internationalistes (Lénine, Luxembourg, etc.) pour dénoncer les sociaux-démocrates qui soutenaient leurs bourgeoisies nationales respectives en usant d'une phraséologie pseudo-radical... Aujourd'hui on retrouve le même type d'arguments sociaux-patriotes chez

– des intellectuels (Todd, Lordon, Michéa, Ariès², les équipes du «*Monde diplomatique*» et de «*Politis*», à gauche mais aussi les mêmes arguments nationalistes chez des républicains de droite, Taguieff, Finkelkraut, etc.)³

¹ Une première version de ce texte a été diffusée sous forme de brochure aux Journées iconoclastes de Toulouse, organisées par la CNT-AIT les 29, 30 et 31 mai 2015, et a servi de base à une intervention orale beaucoup plus brève. Cette seconde version est plus longue ; de nombreuses citations y ont été ajoutées afin d'illustrer certaines affirmations du texte initial et aussi de tenir compte des discussions et critiques qui ont suivi l'exposé. Un grand merci aux camarades de la CNT-AIT et à l'équipe d'animation du squat de La Chapelle pour leur accueil chaleureux !

² Dans son livre *Misère du sarkozysme* (Parangon, 2005), au sous-titre révélateur : *Cette droite qui n'aime pas la France*, et à la couverture bleu-blanc-rouge pour les lectrices et lecteurs qui n'auraient pas compris son orientation social-patriote, Paul Ariès dénonce dans le sarkozysme une «greffe sans aucun rapport avec notre terroir». Allusion xénophobe à la fois aux origines hongroises du père de Sarkozy (cf. la citation explicite plus loin), au «néo-conservatisme» ou au «néolibéralisme» qui seraient seulement des produits **importés**, en clair anglo-saxons ou allemands.

Où alors qui seraient des idéologies défendues uniquement par les «*descendants directs ou par procuration des émigrés*» contre-révolutionnaires royalistes après 1789 !!! Ariès reprend ici à son compte, en l'inversant et en la transplantant dans le champ politico-idéologique actuel, la vieille théorie monarchiste des «deux races» celle des Francs germains conquérants (à l'origine de la noblesse parée évidemment de tous les mérites par ses représentants) et des Gaulois roturiers réduits en esclavage parce qu'ils ne formaient qu'une populace ignare et abrutie aux yeux des envahisseurs francs. Sieyès inversa l'interprétation monarchiste de l'histoire de France en présentant la Révolution française comme une revanche des Gaulois «de souche» (le Tiers-Etat) vaincus contre les descendants de leurs envahisseurs germains (les aristos).

– et des organisations (ATTAC, PCF, Parti de Gauche, MPEP, etc.).

Les membres de cette mouvance :

– critiquent «l'oligarchie» (vieux concept d'extrême droite), la dictature de la finance⁴ et la Bourse (*idem*);

– ils prônent un capitalisme industriel, productif, national et un Etat fort menant une politique keynésienne d'indépendance nationale, sans oublier, bien sûr, la défense des PME «bien de chez nous».

Pour ce faire, ils s'affublent d'un masque critique, anticapitaliste ou altermondialiste, toujours chauvin.

Démystifier ces discours et ces organisations est essentiel dans une période où la compétition économique entre les Etats européens ne fait qu'attiser les régionalismes, les nationalismes, et la xénophobie sous toutes ses formes.

Les débats en juin/juillet 2015 autour d'une éventuelle sortie de la Grèce de l'UE ont permis à tous les sociaux-chauvins de se déchaîner contre «l'Allemagne», comme si un seul pays était responsable de l'austérité en Europe et ce à cause des cupides «retraités allemands». Sur sa couverture, l'hebdomadaire *Marianne* affubla Mme Merkel d'un casque à pointe. Quant au dirigeant du Parti de gauche, il déclara, le 12 juillet 2015, sur BFM TV: *«Pour la troisième fois dans l'histoire de l'Europe, l'obstination d'un gouvernement allemand est en train de détruire l'Europe. Evidemment ça n'a rien de comparable avec la seconde guerre mondiale. On ne parle pas de la même idéologie mais c'est toujours le même esprit de système, la même arrogance, le même aveuglement qui fait qu'on en est là.»*

Eternel faux-cul, Mélenchon prétend à la fois que *«cela n'a rien à voir avec la seconde guerre mondiale»* tout en évoquant *«la ligne de l'Axe»*, allusion claire aux alliés du Troisième Reich. Eric Coquerel, pourtant social-chauvin lui aussi, se montra un poil plus malin que son chef en expliquant que Merkel et Hollande avaient défendu la même politique, l'un jouant le rôle du méchant flic, l'autre celui du gentil flic.

Aujourd'hui, seuls des militants⁵ dits «ultragauches» et, curieusement, quelques groupuscules «maoïstes» utilisent encore les expressions de «social-patriotes» ou de «social-chauvins» dans leurs

Sous un vernis de gauche anti-sarkozyste, on voit comment les sociaux-patriotes comme Ariès se nourrissent de vieilleries idéologiques transmises par des historiens comme Michelet ou des écrivains comme Eugène Sue, vieilleries réactionnaires qui n'intéressent plus que des idéologues d'extrême droite comme Alain de Benoît ou Soral, ou des groupuscules royalistes.

³ On lira avec profit *Les années 30 reviennent et la gauche est dans le brouillard* de Philippe Corcuff (Textuel, 2014), plus précisément la quatrième partie qui a un rapport avec notre sujet. L'auteur, universitaire membre de la Fédération anarchiste mais sans doute soucieux de faire preuve de gentillesse et de diplomatie vis-à-vis des intellos qu'il critique, se montre très (trop) prudent dans ses critiques vis-à-vis des Lordon, Michéa, Todd and Co. Ses critiques pointent dans la bonne direction, même si elles sont tellement enrobées de précautions qu'elles perdent de leur efficacité.

⁴ *«La dictature de la finance, ça suffit en Europe l'humain d'abord» ; «Interdisons les licenciements boursiers, l'alternative à l'austérité c'est possible»* : ces deux slogans que l'on retrouve sur des affiches du PCF ont un contenu délibérément vague. Mais ceux qui croient que le PCF est favorable à la suppression des banques devraient lire le tract de la Fédération de Paris du PCF (<http://paris.pcf.fr/66970>). Sous le titre *«Les banques pour une relance sociale, pas pour la fraude fiscale»*, ce tract affirme : *«Je rêve d'une banque qui ne s'engraisse pas avec mes agios, publie la liste des évadés fiscaux, aide la Grèce, ne joue pas nos vies en Bourse, n'organise pas la fraude fiscale»*. Bref le PCF rêve d'une banque qui ne soit pas capitaliste... En fait de «rêve», il s'agit plutôt d'une escroquerie politique !

⁵ Exception à signaler : deux intellectuels proches du NPA [Félix Boggio Éwanjé-Épée](#) et [Stella Magliani-Belkacem](#), auteurs de *Les femmes blanches et l'empire* (la critique de cet ouvrage sur le site de *Dissidences* a été reproduite dans *NPNF* n° 50-51, juin 2015) s'en sont récemment servis dans un article de la revue *Contretemps* intitulé «De l'injure au concept». Ils attribuent cette prétendue «injure» à Lénine et prétendent évidemment, en toute modestie, être les premiers à en faire un véritable «concept». Pourtant, cette notion a été utilisée par toute la gauche marxiste internationaliste durant et après la

polémiques. Depuis longtemps, il n'est plus à la mode de critiquer le nationalisme à l'extrême gauche : pour ce courant politique, en particulier pour la plupart des trotskistes et des maoïstes, mais même aussi pour certains communistes libertaires⁶, le nationalisme a des vertus révolutionnaires, qu'il s'agisse de la Résistance stalino-gaulliste durant la Seconde Guerre mondiale, du FLN algérien, des sandinistes nicaraguayens ou plus récemment du Hamas, du Hezbollah, de la «Résistance irakienne», ou du chavisme vénézuélien⁷.

De surcroît, ce concept de social-chauvinisme est plutôt péjoratif, et, à ma connaissance, seuls des groupes fascistes comme Égalité et Réconciliation se proclament avec fierté «sociaux-patriotes» ou «patriotes sociaux» quand ce n'est pas carrément «national socialiste» comme Alain Soral.

Première Guerre mondiale (Luxembourg, Gorter, Pannekoek, Trotsky, Bordiga, Korsch, etc.) et bien des groupes se situant dans la tradition des Gauches communistes allemande et italienne. Mais on comprend vite pourquoi ils passent sous silence les apports de cette tradition théorique révolutionnaire : en effet, ils détournent le concept pour le réduire à la critique du seul nationalisme occidental dit «impérialiste», et font les yeux doux aux nationalismes du tiers monde et aux idéologies identitaristes actuelles notamment au Parti des Indigènes de la République.

⁶ Comme dans cet article de *Courant alternatif* n° 162, d'octobre 2006 «Un été meurtrier, les dessous d'un conflit», qui admirait le fait que les combattants du Hezbollah soient «*particulièrement entraînés physiquement et moralement*», qu'ils effectuent des «*retraites calculées en bon ordre*», qu'ils aient des «*dirigeants prêts au sacrifice et non des dirigeants par satellite*», qu'ils se soient «*donné les moyens de connaître le potentiel militaire israélien*». Le même texte faisait l'éloge de «*la rapidité et la vigueur d'un combattant qui n'attend pas l'ennemi mais qui le contourne, qui le pique, qui frappe avant de cacher*», «*des armes antichars portatives, pas forcément très récentes, mais bien efficaces quand même*» et se réjouissait de la destruction de «*34 chars Merkava IV en une seule journée*» ! Deux mois plus tard, un autre article tenta – maladroitement – de rattraper la bourde (cf. notre article «Contorsions libertaires face au Hezbollah et au nationalisme arabe», *NPNF* n° 18-19-20, 2007) mais on voit bien aujourd'hui à quoi sert aussi le Hezbollah : à maintenir au pouvoir le boucher Assad et à l'aider à continuer à massacrer la population syrienne.

⁷ La plupart des militants ignorent que le slogan d'extrême gauche et la chanson des Quilapayun *El pueblo unido jamás será vencido* (Le peuple uni ne sera jamais vaincu) que l'on scandait si fréquemment dans les années 70 ressemble étrangement à un vieux slogan du mouvement péroniste «*Unido el pueblo es invencible*» (Uni le peuple est invincible).

ORIGINES ET ACTUALITE DU CONCEPT DE SOCIAL-CHAUVINISME

Au départ, le «social-chauvinisme» désignait tous les sociaux-démocrates qui, en 1914, lors du déclenchement du conflit et pendant la Première Guerre mondiale, s'étaient rangés du côté de leur bourgeoisie parce que

- ils avaient voté les crédits de guerre,
- ils avaient renoncé à toute propagande antimilitariste ou même simplement pacifiste,
- ils ne prétendaient plus participer à une grève internationale contre la guerre,
- et ils accusaient au choix, suivant leur nationalité, l'Allemagne, la France, la Russie ou l'Angleterre d'être les seuls responsables du déclenchement de la première guerre mondiale, afin de pouvoir, chacun dans sa patrie, blanchir les responsabilités de leur propre bourgeoisie.

Et cette critique du soutien à l'Union sacrée par de petites minorités révolutionnaires était commune à des marxistes internationalistes et à certains anarchistes⁸ pendant la Première Guerre même si je n'ai pas retrouvé le terme de social-chauvinisme dans la littérature anarchiste de l'époque.

Pourquoi reprendre ce vieux concept, qui peut sembler daté, voire périmé, pour l'intitulé de cette intervention ?

Aujourd'hui en 2015, il me semble que les positions des courants que les médias appellent poliment «nationaux-républicains» ou «souverainistes» (des intellectuels comme Alain Finkielkraut, Pierre-André Taguieff, Régis Debray, Élisabeth Lévy, Pascal Bruckner, Alexandre Adler, des publications comme *Marianne* ou *Causeur*), ces positions coïncident avec celles de tout un éventail politique qui va de la gauche à l'extrême droite⁹. S'il fallait en dresser une liste il faudrait y inclure :

- les social-chauvins, au sens presque chimiquement pur, considérés comme des références à gauche voire à l'extrême gauche (Frédéric Lordon¹⁰, Jean-Claude Michéa, Paul Ariès, Emmanuel Todd et

⁸ Cf. les trois critiques de l'Union sacrée et du *Manifeste des seize* prônant la poursuite de la guerre (signé notamment par Kropotkine) reproduites dans le n° 3 de *NPNF* «Réponse du groupe anarchiste international de Londres au Manifeste des seize (*«la patrie n'est que le nom poétique de l'Etat»*, *«nous répudions l'hypocrite distinguo des guerres offensives et défensives»*) ; *«L'Internationale anarchiste et la guerre»* (*«La propagande et l'action anarchistes doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers Etats, à cultiver l'esprit de révolte, et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées»*; *«tous les parias (...) ne doivent pas lâcher leurs armes avant d'avoir réglé leurs comptes avec leurs oppresseurs, avant d'avoir pris la terre et l'usine pour eux»* et *«Réponse de Malatesta au Manifeste des seize»*, tous trois écrits en 1916.

⁹ Un colloque sur un sujet apparemment assez proche s'est tenu en décembre 2014 en Belgique. On trouvera la présentation ici, dans un langage universitaire ampoulé : http://www.fabula.org/actualites/colloque-international-les-nouveaux-reactionnaires-genese-configurations-discours_61977.php. Les interventions du colloque n'ont pas été publiées pour le moment mais la présentation pointe quelques phénomènes intéressants :

- ce qu'ils appellent les «nouveaux réactionnaires», et qui sont en fait des social-patriotes, sont des «gens de réseau» comme l'on dit aujourd'hui. Ils cumulent responsabilités éditoriales, chroniques ou invitations très fréquentes à la radio et à la télévision, chaires à l'université, etc. Les effets de leur propagande nocive sont donc multipliés ;

- ils sont en général de «bons clients» pour la télévision dans la mesure où les chaînes organisent des débats bidons où nos sociaux-patriotes se font une spécialité d'avoir un ton agressif (Lordon), grandiloquent (Finkielkraut), vulgaire (Soral), de lancer des bons mots ou des «petites phrases», de se livrer à des attaques personnelles normalement prohibées dans les médias, etc. Bref de «faire du cinéma» pour les médias et de susciter le «buzz» pour leur cause ;

- ces «nouveaux réactionnaires» utilisent beaucoup l'arme du pamphlet, devenu une niche profitable pour les maisons d'édition qui publient de petits livres de 100, 150 pages dans lesquels un auteur se la joue «contestataire» ou «rebelle»...sur le papier.

¹⁰ Cf. l'article des Luftmenschen «Faut-il jeter le *Diplo* avec l'eau du complot» (2012), *NPNF* n° 42-43, juin 2014.

Bernard Cassen – tous universitaires sauf Michéa, ex-enseignant du secondaire –, des publications comme *Politis* ou *Le Monde diplomatique* qui sont la Bible du gauchiste voire du libertaire moyen) ;

- des sites comme Bellaciao, Le Grand Soir, et des dizaines d’autres ;
- des souverainistes de gauche (J.-P. Chevènement, Max Gallo, le Mouvement Politique d’Education Populaire de Jacques Nikonoff qui est une scission d’ATTAC) ;
- des souverainistes de droite (Nicolas Dupont-Aignan et son parti Debout la République ; François Asselineau et son Union Populaire Républicaine, UPR)
- des souverainistes d’extrême droite (comme le SIEL, Souveraineté Indépendance et Liberté, qui est désormais dans le Rassemblement Bleu Marine),
- des fractions au sein des partis de gauche traditionnels comme le parti de Jean-Luc Mélenchon et le PCF (par exemple des courants dans le PCF comme le Pôle de Renaissance Communiste en France¹¹ dont fait partie Annie Lacroix-Ruiz),
- certains théoriciens marxistes comme Costanzo Preve¹² qui a passé les dix dernières années de sa vie à fréquenter l’extrême droite internationale, mais aussi à pérorer dans des réunions d’extrême gauche contre la guerre en Irak ou contre les crimes de guerre de l’armée israélienne, tout en voyant son *Histoire critique du marxisme* encensée par des sites comme *Contretemps* du NPA, *L’Humanité*, *Les lettres françaises*, et en participant au V^e Congrès Marx International à l’université de Nanterre en octobre 2007 aux côtés de centaines d’intellectuels marxistes venus de tous les pays ;
- des partis nationaux-populistes comme le Front national, – et même des courants fascistes (les Identitaires, des sites comme Fdesouche et Egalité et Réconciliation, des politiciens comme Soral et Dieudonné).

Cette liste peut sembler hétéroclite et un tantinet «sectaire» mais elle correspond malheureusement à une série de positions politiques que l’on pourrait résumer en sept slogans. Certains de ces slogans partent de constatations évidentes (par exemple, le rôle criminel de l’OTAN) mais c’est pour mieux défendre des thèses réactionnaires (dans ce cas, soutenir l’impérialisme russe censé être plus bienveillant vis-à-vis des peuples que l’impérialisme américain, vieille idée répandue à gauche pendant 70 ans par les staliniens et certains trotskistes, et récupérée aujourd’hui par l’extrême droite et les fascistes) :

- Non à l’OTAN et à la domination américaine sur le monde !
- Non à l’Union européenne et aux traités européens !
- Non à l’Euro !
- Non à la dictature des marchés financiers !
- Oui à un Etat fort, dotée d’une armée puissante¹³ et d’une police efficace !
- Oui à la défense nucléaire !
- Oui au protectionnisme et à un capitalisme national productif !

¹¹ Comme le proclame son programme, : «*Un pôle patriotique et internationaliste, antiraciste, antifasciste et anti-impérialiste. Dans la tradition du Front populaire et de la Résistance communiste, le PRCF, présidé par L. Landini (ancien officier FTP-MOI), unit le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau au drapeau tricolore de la Révolution française. Il s’agit de mettre la classe ouvrière, dans toutes ses composantes française et immigrée ensemble, au cœur de la vie politique nationale, de sortir la France du broyeur de l’euro et de l’Europe du capital, de reconstruire notre pays sur les bases rassembleuses qui furent celles du programme du Conseil national de la Résistance à la Libération, de nouer de nouveaux traités internationaux progressistes, d’affronter le grand capital maastrichtien, de remettre à l’ordre du jour la transformation socialiste de la France, de soutenir la reconstruction du Mouvement communiste international et du Front anti-impérialiste mondial.*» Pour cela il faut «produire en France», organiser la «résistance linguistique au tout-anglais patronal» et réaliser une «large alliance antimonopoliste pour mettre en place un programme de rupture progressiste».

¹² Cf. «J.-P. Cruse, D. Collin, C. Preve : souverainisme (1) et xénophobie vont de pair ! Réponse aux dérobades du Militant» et «Qui diable peut, à gauche, pleurer la disparition du “marxiste” social-chauvin Costanzo Preve, l’ami d’Alain de Benoist», tous deux dans *NPNF* n° 42-43, juin 2014.

¹³ Comme l’affirment les ultras du «Réveil français, groupe de réflexion stratégique au service de toutes les organisations patriotiques», dont le site porte en exergue une citation de Jean Jaurès («A celui qui n’a rien, la patrie est son seul bien») l’armée est «une institution, qui assure en dernier recours, la survie de la Nation». Il est aisé de comprendre pourquoi les sociaux-chauvins chérissent tant ce corps de répression.

La circulation et l'usage identique de concepts communs dans ces milieux très divers qui vont de la gauche à l'extrême droite ne font qu'entretenir, le plus souvent délibérément, la confusion politique. En effet, ces gens-là préparent des alliances contre nature entre la droite et la gauche, voire entre l'extrême droite et l'extrême gauche, alliances qui se dessinent d'ailleurs très bien dans les sommets et les réunions altermondialistes ou dans les prétendues manifestations de soutien à la Palestine. Il suffit de penser notamment à l'usage dangereux de concepts comme ceux d'«oligarchie», de «bankster» de «marchés financiers», voire même de «néolibéralisme», etc., qui servent le plus souvent de masques idéologiques à des positions réactionnaires.

UN EXEMPLE CHIMIQUEMENT PUR : LE CAS DU SOCIAL-CHAUVIN EMMANUEL TODD

Deux exemples peuvent illustrer ces convergences : celui d'un intellectuel connu et celui d'un groupuscule «castoriadien».

En ce qui concerne le premier, il s'agit du «visionnaire» auto-proclamé Emmanuel Todd¹⁴, personnage considéré comme une référence à gauche et à l'extrême gauche.

Todd est intervenu à une journée d'études¹⁵ organisée en 2008 par Debout la République le mouvement de Nicolas Dupont-Aignan. Il a participé à une réunion dont la tonalité était clairement d'extrême droite, même s'il affirma hypocritement, ce jour-là, que ses co-intervenants et son public faisaient partie d'une «*tradition nationale, gaulliste*» – tout est dans la virgule.

Loin d'adresser la moindre critique aux idéologues présents, il a au contraire rendu hommage aux analyses des économistes réactionnaires¹⁶ sur le libre échange et le néolibéralisme, personnages qui avaient pris la parole avant lui, Gréau et Lafay.

Qui sont ces individus ?

– Jean-Luc Gréau est un ex-dirigeant de la FNEF, syndicat issu de l'UNEF en 1961. Ce syndicat, soutenu par le pouvoir de l'époque, rassemblait des étudiants gaullistes, de droite et du centre et aussi des étudiants hostiles à l'indépendance de l'Algérie. Economiste, Gréau a travaillé pour le CNPF et il se définit lui-même comme un «libéral de droite».

– Quant à Gérard Lafay, cet économiste est membre du Forum pour la France du général Pierre-Marie Gallois¹⁷. Ce forum regroupe des monarchistes, des bonapartistes, des politiciens de droite comme le député UMP homophobe Jacques Myard, par ailleurs lui aussi grand admirateur de Poutine et Assad, et des zozos d'extrême droite comme P.M. Couteaux aujourd'hui au Rassemblement Bleu Marine. Tous ces gens-là sont évidemment favorables à la sortie de l'euro et au protectionnisme,

Mais Todd n'est pas le seul intellectuel de gauche à frayer avec des groupes politiques d'extrême droite. C'est ainsi que le philosophe marxiste Denis Collin, ex-dirigeant trotskiste¹⁸, aujourd'hui

¹⁴ Cf. sur Emmanuel Todd : «A propos du dernier livre d'Emmanuel Todd : les “anti-Charlie” primaires auraient-ils enfin trouvé leur “Taguieff” ?» dans ce même numéro.

¹⁵ «Comment sortir de la régression économique et sociale» http://www.dailymotion.com/video/x6qrm9_emmanuel-todd-sur-la-regression-eco_news).

¹⁶ Signalons qu'à cette réunion avec Todd étaient aussi présents

– Jean-Pierre Gérard, membre de la direction de Debout la République, économiste qui intervient régulièrement sur Radio Courtoisie, radio qui fédère tous les courants de l'extrême droite,

– et Jacques Sapir, économiste, consultant pour le ministère de la Défense nationale. Il a d'abord soutenu le Front de gauche, puis soutient désormais Dupont-Aignan depuis 2012. C'est un partisan de la «démondialisation», de la sortie de l'euro et un défenseur de Poutine. En août 2015, il s'est distingué en affirmant que «*voilà plusieurs années que l'on ne relève aucun caractère raciste ou xénophobe*» dans la propagande du FN, ce qui montre la lucidité extraordinaire de cet intellectuel «de gauche». En bon arriviste, il explique à propos des dirigeants du FN «*Je ne les rencontrerai qu'en cas de demande précise de leur part sur des questions économiques.*» Ben voyons...

¹⁷ Ce général est considéré comme une référence en matière de stratégie aussi bien par Radio Courtoisie sur les ondes de laquelle il intervient fréquemment que par le mensuel gaullo-tiersmondiste *Le Monde diplomatique*.

¹⁸ Il a appartenu à l'OCI (Organisation communiste internationaliste, groupe qui comptait dans ses rangs Jospin, Cambadélis et quelques autres politiciens), qui s'appelle aujourd'hui le POI, Parti ouvrier indépendant, et développe une rhétorique social-chauvine permanente (Cf. le livre de Karim Landais publié par nos soins : *De l'OCI au Parti des travailleurs*). On trouve l'un de ses textes et l'une de ses interventions sur le site du MPEP, autre groupe social-chauvin. Collin est un membre du Comité

animateur de l'Université populaire d'Evreux, a donné une conférence en 2009 au Local de Serge Ayoub, alias Batskin, une conférence «sur le marxisme et la nation». Collin a pris la peine non seulement de venir dialoguer avec des fascistes – on aurait pu espérer qu'au moins il les flinguerait d'un point de vue théorique –, mais en plus il leur a servi une version du marxisme fascisto-compatible !

Ces convergences entre intellectuels de gauche et intellectuels de droite, voire d'extrême droite, sont toutes fondées sur la reconnaissance de la nécessité de l'existence de nations, de frontières nationales, d'économies nationales et d'Etats nationaux.

TROIS CITATIONS de Mâles Blancs Européens Défunts¹⁹, j'ai nommé Lénine et Trotsky.

Pourquoi introduire ici trois citations d'articles de Lénine et Trotsky, écrits en 1914, 1915 et 1917, donc il y a un siècle, à une période très éloignée et très différente puisque c'était pendant la première guerre mondiale ?

Ces trois citations décrivent bien les points fondamentaux de l'idéologie social-patriote, ou social-chauvine.

«Les opportunistes (c'est-à-dire la direction de la Deuxième Internationale socialiste) ont préparé de longue date cette faillite, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois ; en répudiant la lutte des classes et la nécessité de la transformer, le cas échéant, en guerre civile, et en se faisant les apôtres de la collaboration des classes ; en prêchant le chauvinisme bourgeois sous le nom de patriotisme et de défense de la patrie, et en méconnaissant ou en niant (...) que les ouvriers n'ont pas de patrie ; en se bornant, dans la lutte contre le militarisme, à un point de vue sentimental petit-bourgeois (allusion à la SDN aujourd'hui à l'ONU...) ; en faisant un fétiche de la légalité et du parlementarisme bourgeois (...), et en oubliant qu'aux époques de crise, les formes illégales d'organisation et d'agitation deviennent indispensables.» (Lénine, «La guerre et la social-démocratie russe», 28 septembre 1914)

Cette première citation situe clairement les lignes traditionnelles de clivage entre réformistes et révolutionnaires au début du XX^e siècle, mais elles sont toujours valables, pour l'essentiel au début du XXI^e siècle, même s'il n'y a plus de «révolutionnaires» aujourd'hui, c'est-à-dire de gens qui aient effectivement participé à des révolutions ouvrières armées...

La deuxième citation qui va suivre convient parfaitement pour critiquer les idées véhiculées par n'importe quelle affiche du Front ou du Parti de Gauche, n'importe quel tract d'ATTAC ou des Indignés, ou n'importe quel article du *Monde Diplomatique*. Elle montre que les social-chauvins français de toutes tendances ont toujours présenté leur pays comme un exemple à suivre, dans l'ignorance totale des mouvements ouvriers des autres pays européens (et bien sûr dans l'ignorance totale des questions coloniales).

«Jusqu'à la fin de ses jours, [Édouard] Vaillant [élu sous la Commune de Paris] considéra que la France était la terre promise de la révolution sociale ; et c'est précisément pour cette raison que [Vaillant] voulait la défendre jusqu'au bout. (...). Dans l'ensemble, il ne faut pas oublier qu'à côté du réformisme le plus vulgaire, il y a aussi dans le social-patriotisme un messianisme²⁰ révolutionnaire qui chante les exploits de son Etat national, parce qu'il considère que sa situation industrielle, sa forme "démocratique" ou ses conquêtes révolutionnaires l'appellent précisément à conduire l'humanité au

national de résistance à l'Union européenne aux côtés du négationniste Claude Karnooh, de l'historienne stalinienne Annie Lacroix-Ruiz, du gaulliste Thierry Delbos, et d'une pléiade de staliniens pur jus et de sociaux-chauvins du MPEP.

¹⁹ En anglais, on emploie l'expression *Dead White European Males* pour désigner dans les milieux postmodernes, féministes, identitaires de gauche, tout «écrivain, philosophe ou personnalité significative dont l'importance et les talents ont été exagérés parce qu'il appartenait à un groupe ethnique et à un genre dominants à une période historique donnée» (définition de l'*Oxford Dictionary*). Ce qualificatif a une efficacité polémique redoutable pour disqualifier toute personne qui ne s'agenouille pas devant l'idéologie postmoderne ou identitaire...

²⁰ On trouvera dans le «bêtisier social-chauvin» (un peu plus loin) plusieurs exemples de ce «messianisme» de pacotille.

socialisme ou à la “démocratie”.» Léon Trotsky, «Sur le mot d’ordre des Etats-Unis socialistes d’Europe», 1915.

N’importe quel discours exalté de Mélenchon correspond à cette description de l’exception française, de l’exemplarité gallo-républicaine.

La troisième citation s’applique parfaitement à beaucoup d’altermondialistes et d’Indignés actuels, à leurs formules vagues qui se résument en fait à une bonne application des principes de la Charte de l’ONU, à la victoire des 99% de gentils citoyens sur le 1% de méchants spéculateurs....

«Les sociaux-patriotes ont beaucoup travaillé à élaborer des formules percutantes (...) en proposant aux masses des objectifs tels que “défense de la patrie”, ou l’“établissement d’un arbitrage international” (...) le social-patriotisme (...) a inlassablement mobilisé les slogans idéalistes pour les intérêts du capitalisme.» Léon Trotsky, «Le programme de la paix», mai 1917

Aujourd’hui ces «slogans» idéalistes correspondraient à des expressions passe-partout comme «développement durable», «démondialisation», «économie sociale et solidaire», «décroissance» ou même «autogestion» puisqu’ils sont tous parfaitement compatibles avec une vision nationaliste et étatique.

**... ET DEUX DES 21 CONDITIONS D’ADHESION
A L’INTERNATIONALE COMMUNISTE...
QUI NE FURENT PAS RESPECTEES
LONGTEMPS EN OCCIDENT**

«6. Tout Parti désireux d’appartenir à la III^e Internationale, a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s’agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation “démocratique” de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l’humanité des guerres impérialistes.»

«8. Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de “ses” impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d’émancipation dans les colonies, d’exiger l’expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d’entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.»

Encore aujourd’hui, en 2015, deux des critères avancés par l’Internationale communiste permettent aisément de repérer les sociaux-chauvins parmi ceux qui se refusent à

– *«nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées»*

– et à *«entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux».*

Ce qu’il y a de commun entre tous ces discours social-chauvins de gauche ou de droite c’est qu’ils invoquent la «nation», la «république sociale» pour défendre les intérêts du «peuple». Le Front de gauche lui veut qu’on fasse «place au peuple» voire que le «peuple prenne le pouvoir». Ce sont des slogans particulièrement ineptes puisque, par définition, le peuple rassemble toutes les classes sociales y compris les petits patrons, les cadres, les flics et les militaires. Sous prétexte de lutter contre la «finance spéculative», contre la «mondialisation» les social-chauvins d’aujourd’hui nous préparent les gouvernements d’union nationale de demain.

QUAND UN GROUPE «CASTORIADIEN» FANTASME SUR L'IDENTITE NATIONALE

Sur un plan idéologique, peut-on être un défenseur de la Nation, un patriote (quel que soit le sens que l'on donne à ce mot), et vouloir ne serait-ce que lutter efficacement contre le Front national – je ne parle même pas de lutter contre le capitalisme ? À mon avis, c'est impossible.

Pas plus qu'on ne pouvait intervenir efficacement dans le débat lancé sur l'identité nationale lancé par Sarkozy et l'UMP en soutenant un imaginaire patriotisme de gauche, ou en défendant l'idée que la nation serait un cadre civilisationnel indispensable, pour ne pas dire indépassable, comme l'a fait un groupuscule castoradien (Lieux communs) qui bénéficie d'une petite aura antidogmatique dans les milieux libertaires et anarchistes.

Ces militants commencent par affirmer dans leur texte²¹ : *«cette question de l'identité est une vraie question que l'on aurait tort d'évacuer»*. «Une vraie question» ? On se croirait dans un débat sur France Culture.... Méfiance, donc... Ils expliquent que les *«symboles – folklore, hymne, drapeau»* ne sont plus *«porteurs de sens»* sans nous préciser si c'est une malédiction ou un progrès qu'ils ne soient plus *«porteurs de sens»*, mais la réponse ne fait guère de doute si on lit le reste du texte.

Ils dénoncent *«l'immigration “culturellement offensive”*», expression plutôt obscure et inquiétante – visent-ils le rap, le raï, le zouk, le couscous, ou peut-être la pizza, les nems ou les sushis ? Ils mettent d'ailleurs l'immigration sur le même plan que le *«regain du protectionnisme, des nationalismes, des intégrismes»*. Arrivés à ce point, on a le tournis, on ne comprend plus s'ils sont nationalistes, antinationalistes ou a-nationalistes...

Ils enchaînent alors sur la défense d'une *«identité ouverte»* (expression aussi confuse et suspecte que celle de «laïcité ouverte»), identité qui, serait selon ces «castoriadiens», *«fondée sur un enracinement libre dans une histoire, individuelle ou collective, élaborée à travers une acceptation des différences»*. Aïe, aïe, aïe ! nous voilà devant une bouillie onusienne, consensuelle et indigeste.

Et ils finissent leur texte en revenant à la notion de l'identité nationale qu'ils avaient semblé vilipender un peu au début avec cette phrase grandiloquente: *«Nous sommes libres de choisir la “certaine idée” de notre identité nationale que nous privilégions (...). Lors de la Révolution française, cette idée [de nation, Y.C.] était une idée révolutionnaire par laquelle le peuple proclamait son droit à décider lui-même de son sort»*.

On dirait du Mélenchon, vous ne trouvez pas ?

Bref, ces libertaires antidogmatiques réussissent la performance de passer, dans un texte très court, du multiculturalisme le plus insipide aux clichés des social-patriotes gaulois à la Chevènement, Mélenchon et Montebourg. Comment de telles contorsions sont-elles possibles ?

Pour tenter de répondre à cette question, il faut évoquer certains aspects de l'histoire de la gauche française, et revenir en arrière puisque nous sommes partis des social-chauvins de 1914 pour arriver aux élucubrations récentes d'un groupuscule «castoradien».

La partie suivante présentera quelques informations sur les positions défendues par les «socialistes» et les «communistes» français qui sont nos ancêtres politiques, du moins pour ceux d'entre nous qui ne sont pas issus d'une tradition anarchiste ou anarchosyndicaliste.

²¹ «Post-scriptum sur l'identité nationale», daté du 6 avril 2010 et apparemment diffusé aussi en tract dans plusieurs manifestations. (<https://collectiflieuxcommuns.fr/359-post-scriptum-sur-l-identite?lang=eo>)

Sur la tradition sociale-chauvine française : QUELQUES POINTS DE REPERE

Le 4 août 1914, lors des funérailles de Jaurès, Léon Jouhaux, à l'époque secrétaire confédéral de la CGT, s'écrie : *«Jaurès a été notre réconfort dans notre action passionnée pour la paix. Ce n'est pas sa faute, ni la nôtre, si la paix n'a pas triomphé. Avant d'aller vers le grand massacre, au nom de ceux qui vont partir (...) [il fait ici allusion aux appelés qui vont partir se battre sur le front], je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme sauvages qui déclenchent l'horrible crime»*.

Il ne faut jamais négliger cette capacité à combiner positions pseudo-radicales et vraiment réactionnaires dans le même discours pour comprendre comment fonctionne le social-chauvinisme aujourd'hui. Par exemple, pourquoi Syriza a intégré un parti d'extrême droite²², raciste, anti-immigrés dans son gouvernement et surtout pourquoi cette intégration a été soutenue, justifiée, par presque tous les partis de gauche et d'extrême gauche en Europe.

Comme nous disent les auteurs de l'article²³ dont est extraite la précédente citation de Jouhaux : *«Il faut lire ces lignes comme le premier morceau de bravoure du socialisme de guerre et comprendre que seule l'Allemagne impériale était mise en cause [sous-entendu par Jouhaux et les sociaux chauvins de l'époque, Y.C.]. En quelques jours, les dirigeants socialistes inventent de toute pièce un Jaurès d'Union sacrée. Lors du meeting SFIO (...) du 2 août 1914, (...) Jean Longuet (...) affirme qu'il faut entrer en guerre "pour la France de la démocratie [...], [la France] de 1793, de juin 1848, (...) la France de Jaurès"»*.

Là encore, vous remarquerez l'usage de ces références historiques classiques de la gauche pour justifier une politique de collaboration de classes. Pour que le tableau social-chauvin soit complet, il ne manque plus que la mention de la Commune, présentée pendant des décennies comme une insurrection nationale antiprussienne par les historiens du PCF (même si c'est effectivement une des composantes de son déclenchement, c'est loin d'être la seule)....

Continuons notre lecture: *«Lors de la première conférence de guerre tenue par la SFIO, Dubreuilh affirme sans vergogne que "la conviction s'était formée chez Jaurès à la veille de sa mort que le gouvernement français n'avait aucune responsabilité dans le déclenchement de la guerre"»*.

Les socialistes actuels du PS pourraient tenir aujourd'hui exactement le même discours sur les interventions de l'armée française en Irak, au Mali, en Côte-d'Ivoire, en Libye, interventions toutes justifiées par la lutte contre l'islamisme radical, contre le terrorisme et pour la démocratie, la transparence, l'Etat de droit, etc. Et d'ailleurs c'est exactement ce qu'ils racontent.

A partir de 1914, donc, il n'y a plus rien à espérer de la social-démocratie internationale – n'en déplaise aux trotskistes qui pratiquèrent l'entrisme dans ces partis à partir des années 30 jusque dans les années 60 voire plus tard dans certains pays.

Pour ce qui concerne l'autre aile du mouvement ouvrier, ce que l'on appelle le parti «communiste» français, la défense de la patrie, de l'armée et de l'industrie de guerre devint progressivement l'axe fondamental de sa politique à partir de 1934. A partir de cette date, le PCF pose les fondements d'une politique nationaliste, favorable à l'impérialisme français, politique qui ne s'est jamais démentie depuis, à part la brève parenthèse de 22 mois qui s'étend du pacte germano-soviétique (23 août 1939) à l'attaque de l'Allemagne contre l'URSS (22 juin 1941)²⁴.

²² Il s'agit d'Anel «le parti des Grecs indépendants» que tous les médias présentent pudiquement et faussement comme un parti «souverainiste». Député pendant des années de Nouvelle Démocratie (parti de la droite conservatrice qui contribué à ruiner l'économie grecque), son dirigeant Panos Kammenos est un grand ami de Nicolas Dupont-Aignan. Qui se ressemble s'assemble...

²³ Jean François Claudon et Julien Guérin, «Jaurès, enjeu de mémoire (1914-1920)», *Démocratie et socialisme*, novembre 2014 (<http://www.democratie-socialisme.fr/spip.php?article3398>).

²⁴ Pour plus de détails on pourra lire la contribution détaillée de Georges Vidal, «Le PCF et la défense nationale à l'époque du Front populaire, 1934-1939», *Guerres mondiales en conflits contemporaines*, n° 215, 2004/3, PUF, disponible sur le site CAIRN.info et dont j'ai utilisé ici les informations.

Avant 1934

Pendant la décennie 1924/1934, et surtout à partir de 1928²⁵, le PCF, défend les intérêts de l'Union soviétique²⁶ qui craignait d'être attaquée par les puissances occidentales. La stratégie du PCF prend pour cible non seulement l'armée mais «*tous les secteurs de l'économie, de la société, de la culture et de l'Etat qui [étaient] liés, de près ou de loin, à la défense nationale*»²⁷. Le PCF dispose d'une structure clandestine («l'appareil anti») chargée de la propagande sur ces questions, structure qui mobilise environ 8% de son budget. Il organise des cellules dans l'armée (qui regroupent peu de militants, environ 300 soldats répartis dans 62 cellules) ; il diffuse clandestinement des tracts et des journaux communistes dans les casernes ; le PCF tient une rubrique régulière, alimentée par des lettres de soldats et de réservistes dans *L'Humanité* ; ces lettres dénoncent les mauvaises conditions de vie et de «travail» des personnels militaires ; le Parti réclame des droits politiques pour les soldats ainsi que le passage de deux ans à un an de service militaire obligatoire.

Après 1934

A partir de l'été 1934, à la fois pour des raisons de politique intérieure (amadouer le Parti radical) et extérieure (satisfaire les besoins diplomatiques de l'URSS), le PCF tient un discours de plus en plus social-chauvin²⁸. Il abandonne l'idée de «détruire l'armée» et se met en tête de «la transformer». Le prétexte idéologique de ce tournant chauvin lui a été fourni par Dimitrov, dirigeant de l'Internationale communiste, lors d'une réunion avec Marcel Cachin dirigeant du PCF : il fallait, paraît-il, gagner le soutien des paysans majoritaires parmi les appelés, car on ne pouvait pas faire la révolution sans les campagnes.

Le PC renonce à tenir des manifestations devant les casernes et à dénoncer, par exemple, les effets des épidémies de grippe sur les conscrits. Le Parti commence à voter les crédits de guerre, à faire des propositions pour la modernisation de l'armée qu'il appelle à devenir républicaine et il veut la purger des officiers fascistes. Il se présente comme «*le défenseur de l'institution militaire face à l'extrême droite*» ; il finit même par abandonner la revendication que les journaux communistes soient diffusés dans l'armée et invoque la «neutralité» (*sic* !) de la Grande Muette ; il avance quelques propositions concrètes pour la fortification des frontières, pour une armée «forte, moderne et motorisée», tout en tenant surtout un langage pacifiste jusqu'en 1938. Un langage pacifiste, mais jamais un langage de classe, c'est-à-dire toujours un discours fondé sur l'illusion qu'il suffirait que les «démocraties» européennes s'unissent²⁹ avec la grande Union soviétique pour qu'on puisse empêcher la guerre mondiale.

Deuxième événement important pour le chauvinisme du mouvement ouvrier français : la Résistance

La Résistance marqua une autre étape fondamentale de ce social-chauvinisme à la française grâce à la collaboration politique et militaire qui s'établit entre la droite et l'extrême droite gaullistes, les quelques socialistes résistants, les démocrates chrétiens et les staliniens français. Collaboration qui conduisit à l'adoption du CNR en mars 1944.

²⁵ Années qui correspondent à ce que Trotsky appelait la «troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste», durant laquelle l'Internationale communiste poussa les partis stalinisés à des actions putschistes, à des grèves insurrectionnelles, un peu partout dans le monde.

²⁶ C'est ainsi que le 1^{er} août de chaque année le PCF organisait une «journée internationale contre la guerre impérialiste et pour la défense de l'Union soviétique», les deux causes étant évidemment inséparables pour lui.

²⁷ G. Vidal, *op. cit.*

²⁸ Il adopte une attitude plus modérée «(...) vis-à-vis des militaires de carrière et des cadres de réserve. Dans sa propagande, le PCF commence en effet à affirmer avec prudence que tous les officiers ne sont pas fascistes et qu'un lien solide unit le "peuple" aux sous-officiers et aux engagés-rengagés» (G. Vidal, *op. cit.*).

²⁹ Le PCF tient exactement le même langage que Jaurès juste avant d'être assassiné, dans son dernier article du 30 juillet 1914 : <http://www.parti-socialiste.fr/articles/le-dernier-article-de-jean-jaures-sang-froid-necessaire>

Comme l'explique Claire Andrieu, «*Mouvement identitaire national, la Résistance a pour but de reconquérir les droits qui vont avec l'identité nationale, la souveraineté nationale. L'enjeu était de retrouver l'Etat qui convenait à la nation, et de sortir de la double infériorité juridique créée par l'occupation nazie et par la dictature vichyste*³⁰.» Il s'agissait de mener un «*travail de reconstruction souterraine d'un Etat-nation qui soit acceptable par l'ensemble des composantes nationales*», par toutes les classes donc, y compris la bourgeoisie. Cela représente certes une «performance démocratique», comme le souligne cette historienne, mais surtout une performance contre-révolutionnaire qui n'a rien à voir avec l'image radicale que la propagande stalinienne, puis gauchiste, et aujourd'hui altermondialiste a construite autour de la Résistance française³¹.

Cette collaboration entre les classes se traduit par le fameux programme du CNR³², remis à la mode lors des discussions contre le TCE en 2005 et par Stéphane Hessel dans sa brochure *Indignez-vous* en 2010. Or l'application de ce programme extrêmement modéré, dont se gargarisent beaucoup de gens de gauche et d'extrême gauche, si elle a abouti à des réformes importantes (Sécurité sociale, 40 heures,

³⁰ «La Résistance comme mouvement social», p. 415-426, in *Histoire des mouvements sociaux en France, de 1814 à nos jours*, ouvrage collectif dirigé par Michel Pigenet et Danielle Tartakowski, La Découverte, 2012, édition de poche 2014.

³¹ Le fait de critiquer la politique nationaliste de la Résistance française et notamment du PCF ne signifie évidemment pas qu'il fallait adopter une position pacifiste (du type : que ce soit les puissances de l'Axe ou les Alliés qui gagnent la guerre, le résultat sera le même car tous sont des militaristes bellicistes, position formellement juste mais concrètement suicidaire) ou attentiste (il faut attendre que la démocratie bourgeoisie soit rétablie), du moins pour les groupes qui possédaient une taille suffisante pour se lancer dans des actions armées contre les troupes allemandes, la police et/ou la Milice.

Un groupe révolutionnaire ne peut assurer sa sécurité et paraître crédible aux yeux des travailleurs sous une dictature, de surcroît soutenue par la présence de troupes étrangères, sans recourir à la lutte armée ou au moins à des actions armées. Mais pas sur des bases de collaboration de classes...

Cela suppose de tenter aussi une propagande défaitiste en direction des troupes étrangères, comme le tentèrent une poignée de militants trotskistes courageux, cf. *Seuls les fous n'ont pas peur : Scènes de la guerre de trente ans, 1915-1945* (Syllepse, 2001) de Georg Scheuer, dont le groupe, les RKD, en rupture partielle avec le trotskisme, défendit des positions internationalistes ; et André Calves, *Sans botte ni médailles*, (La Brèche, 1984) qu'on peut trouver sur différents sites dont marxists.org. Sur cette période, on pourra aussi consulter les textes du groupe Barta, dont se réclame Lutte ouvrière actuellement qui sont disponibles sous forme de livres et sur marxists.org et le livre de Pierre Lanneret *Les internationalistes du «troisième camp» pendant la deuxième guerre mondiale*, Acratie, 1995.

³² Ce programme qui s'intitule *Les jours heureux* (en référence à une pièce de théâtre de Claude-André Puget qui eut un grand succès en 1938 et à un film éponyme de Jean de Marguenat sorti en 1941) a été réédité aux éditions La Découverte. Le texte original est suivi par toute une série d'articles plus récents qui critiquent (avec raison bien sûr) la politique antisociale de Sarkozy... pour mieux réhabiliter celle du général de Gaulle !

Ce général qui, arrivé au pouvoir en 1958, se fit tirer l'oreille pour accorder enfin l'indépendance à l'Algérie (entre 350 et 400 000 Algériens furent tués pendant la guerre coloniale que menait l'armée française) ; dont la police massacra environ deux cents Algériens à Paris le 17 octobre 1961 sans compter les huit manifestants de Charonne le 8 février 1962 ; qui décora le sinistre Papon en juillet 1961 et lui conserva par la suite toute son estime ; qui réprima violemment la grève des mineurs en 1963, les mouvements étudiants en 1968 ; qui maintint toute une partie des colonies (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Nouvelle-Calédonie, etc.) dans le giron de l'Empire français décadent ; qui alla se faire consoler par le général tortionnaire Massu à Baden Baden le 30 mai 1968 ; qui tint à de nombreuses reprises de propos racistes (cf. «Le temps des bouffons gaullo-gauchistes», *NPNF* n° 25-26, 2008) ; c'est ce même de Gaulle qui est présenté par ces auteurs «de gauche» et ces «citoyens résistants» comme un fervent adversaire des «féodalités financières»...

Notons enfin que le programme du CNR n'évoque pas une seule fois le génocide des Juifs, pas même les persécutions commises contre les Juifs français ou étrangers par les nazis et le régime de Vichy. Et qu'il ne revendique ni le droit de vote des femmes, ni l'indépendance des colonies... Un bel exemple de cécité politique qu'une certaine gauche nous présente comme un modèle à imiter.

retraite par répartition³³, etc.) a surtout coïncidé, au départ, avec une féroce répression anti-ouvrière entre 1944 et 1947.

Les premiers gouvernements d'union nationale, soutenus par le PCF, la SFIO et le MRP, de 1944 à 1947, comptent en effet plusieurs ministres communistes qui vont user de leur influence pour mettre au pas la classe ouvrière : au ministère du Travail puis à la Sécurité sociale, Ambroise Croizat ; à la Production industrielle : Marcel Paul (pour les années 1945-1946); à l'Économie nationale, puis à d'autres postes similaires: François Billoux jusqu'en mai 1947. Sans compter Charles Tillon³⁴ (successivement ministre de l'Air, de l'armement et de la Reconstruction) et Auguste Lecœur (sous-secrétaire d'État à la production charbonnière).

A l'époque, l'objectif du Parti communiste et de la CGT est strictement le même : garantir l'unité nationale, obliger les ouvriers à travailler pour des salaires de misère, dans des conditions extrêmement précaires et en acceptant le joug d'une hiérarchie qui n'a qu'un seul mot à la bouche : la productivité. C'est ainsi que, dès 1944, Benoît Frachon, futur secrétaire général de la CGT de 1945 à 1967, lance «*la grande bataille de la production*». Il n'est plus question de faire grève puisque, comme le déclare Gaston Monmousseau, la grève serait devenue tout à coup «*l'arme des trusts*».

Le PCF n'est pas en reste puisque, le 27 juillet 1945, Maurice Thorez affirme à Waziers devant les mineurs : «*produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe*».

Comme l'explique l'historien Michel Pigenet, «Associés aux commissions du premier plan, les syndicalistes y avalisent la priorité donnée aux investissements par rapport à la consommation.» Traduction : les prolétaires doivent se serrer la ceinture. «*Dans la continuité de l'option patriotique du temps de la Résistance, le syndicalisme communiste assimile les intérêts de la classe ouvrière à ceux de la nation*³⁵.» En clair, le Parti soumet les travailleurs aux objectifs des patrons et de l'Etat. «*A l'usine Berliet de Vénissieux, le journal de l'entreprise se réfère au modèle stakhanoviste de travail intensif [importé de l'URSS stalinienne, Y.C.] et rappelle à l'ordre les équipes ou les individus qui ne remplissent pas les normes. (...) A Elbœuf, où le Syndicat du textile appelle à une heure gratuite de*

³³ Ce que la journaliste de gauche Emmanuelle Heidsieck appelle le «pacte social français» et dont elle vante les vertus dans l'article qu'elle a écrit pour le livre collectif *Les jours heureux* (La Découverte, 2011) repose sur une mystification : ce sont les salariés bien portants qui aident les malades, les actifs qui aident les retraités ou les chômeurs, les célibataires sans enfants qui aident les pères et mères de famille, etc. Même si les rôles changent entre les individus au cours des différentes étapes de leur vie, fondamentalement, ce système ne repose nullement sur une imaginaire «solidarité entre tous» comme Mme Heidsieck le prétend, car il ne touche nullement aux profits des patrons, petits, moyens ou grands. Les prestations sociales se contentent de piocher (et de façon très inégalitaire puisque le salariat repose sur une échelle de rémunérations très large et que ni l'héritage, ni la propriété privée, ni l'actionnariat ne sont remis en cause) dans une fraction du travail impayé par les capitalistes pour financer les allocations diverses versées aux salariés malades, chômeurs, malades ou retraités.

Signalons enfin, comme le note d'ailleurs Martine Orange (*Les Jours heureux, op. cit.*, p. 75), que l'idée d'un système de retraites fut mise en avant à la fois par Roosevelt dès 1935 dans le Social Security Act et par Churchill en 1941, deux politiciens qui n'étaient pas vraiment inspirés par un idéal de gauche ou réformiste. Par contre, ils étaient fort soucieux de maintenir la paix sociale... tout comme le gouvernement de Vichy qui instaura «une caisse de retraite par répartition pour les travailleurs les plus pauvres» (*idem*). Toutes les mesures prétendent «sociales» prônées par le CNR correspondaient en fait à une nouvelle phase du capitalisme et de la gestion de la force de travail (ce que n'explique aucun des auteurs de l'ouvrage collectif *Les jours heureux* tant ils sont imprégnés par l'idéologie social-patriote) et nullement à un idéal de justice sociale **réelle** et encore moins à un combat déterminé pour l'abolition du capitalisme et des inégalités.

³⁴ Rappelons aux amnésiques que Charles Tillon, icône gauchiste au début des années 70, était ministre de l'Air au moment du massacre de Sétif et qu'il n'a pas démissionné de son poste suite à ce massacre (on retrouvera ses lamentables explications dans cet article : <http://blogs.mediapart.fr/blog/yves-faucoup/120513/8-mai-1945-les-massacres-de-setif-et-le-temoignage-que-m-avait-livre-charles-tillon>)

³⁵ Michel Pigenet, «La Libération. Les mobilisations sociales à l'heure de la Reconstruction», p. 427-437, in *Histoire des mouvements sociaux en France, de 1814 à nos jours, op. cit.*

travail au titre de l'effort de guerre, des cégétistes adhèrent quelques temps à l'association professionnelle proche du patronat³⁶.»

La CGT s'oppose systématiquement aux grèves : que ce soit celle des fonctionnaires en décembre 1945, qualifiée de «provocation» par les syndicalistes staliniens ; **la grève des rotativistes de la presse parisienne (du 26 janvier au 1^{er} février 1946) attaquée par le ministre stalinien Croizat ; et même la grève des ouvriers de Renault qui commence le 25 avril 1947 et qui sera au départ combattue par la CGT. Les syndicalistes staliniens menacent de prison les mineurs qui déserteraient les puits le dimanche et ils défendent le salaire au rendement, une des pires formes d'exploitation.**

Pendant cette période d'application du programme du CNR, entre 1945 et 1947, le pouvoir d'achat moyen recule de 30% environ. Le pain est rationné : on a droit à 350 grammes de pain par jour en 1944, 300 grammes en janvier 1946 et finalement 200 grammes en octobre 1947... Quant aux retraites, l'inflation est telle que les nouveaux bénéficiaires ont du mal à se nourrir.

De plus, c'est le gouvernement d'union nationale, inspiré par le si généreux «programme du CNR», qui a le premier introduit dans la loi française l'obligation de parler français pour être naturalisé 100% Gaulois.

Il existe une **tradition patriotique d'extrême gauche** depuis au moins la Commune de Paris, si l'on ne veut pas remonter à 1792 et à Valmy où, comme le dirait Mélenchon, une armée populaire mit en échec les armées coalisées de l'Europe monarchique.

D'ailleurs, lorsque certains s'indignent parce que le Front national récupère le patriotisme de Jaurès³⁷, il faut souligner que ce dirigeant socialiste avait une pensée très confuse au sujet du nationalisme et du patriotisme.

Prenons par exemple un passage de son livre *L'armée nouvelle*. Jaurès s'y révèle un démagogue hors pair tout en restant particulièrement fumeux : «*Quand un syndicaliste révolutionnaire s'écrit au récent congrès de Toulouse : "A bas les patries! Vive la patrie universelle!" il n'appelle pas de ses vœux la disparition, l'extinction des patries dans une médiocrité immense, où les caractères et les esprits perdraient leur relief et leur couleur. Encore moins appelle-t-il de ses vœux l'absorption des patries dans une énorme servitude, la domestication de toutes les patries par la patrie la plus brutale, et l'unification humaine par l'unité d'un militarisme colossal. En criant : "A bas les patries !" il crie : "A bas l'égoïsme et l'antagonisme des patries ! A bas les préjugés chauvins et les haines aveugles ! A bas les guerres fratricides ! A bas les patries d'oppression et de destruction !" Il appelle à plein cœur l'universelle patrie des travailleurs libres, des nations indépendantes et amies*»³⁸.

On a là un bon exemple de discours radical en apparence, social-chauvin en réalité, qui va jusqu'à récupérer l'antipatriotisme d'un syndicaliste révolutionnaire pour justifier le patriotisme... Du grand art !

Cette tradition patriotique d'extrême gauche s'est exprimée de façon caricaturale pendant la Résistance où le PCF créa en 1941 une organisation destinée à attirer les non communistes, organisation qui s'appelait... le Front national et avait pour objectif d'anéantir «le Boche et la cinquième colonne». Le PCF remit en selle le mythe de Jeanne d'Arc, et cette idéologie a perduré jusqu'à aujourd'hui³⁹.

³⁶ *Idem.*

³⁷ La phrase «*A celui qui n'a rien, la patrie est son seul bien*» figure sur une affiche du FN depuis 2009, accompagnée du commentaire : «Jaurès aurait voté Front national». Le FN est régulièrement accusé de ne pas avoir fourni de source et donc d'avoir fabriqué la citation de toutes pièces. Or, l'historien Vincent Duclert nous affirme que la «*phrase a été sortie de son contexte*» – ce qui signifierait donc qu'elle serait bien de Jaurès ; quant à son collègue Gilles Candar, il explique qu'«*on peut trouver des centaines d'occasions où Jaurès s'affirme patriote. Mais pour lui, les patries doivent avoir des relations harmonieuses en allant vers l'horizon de la république universelle.*» Ces précisions ne nous rassurent pas du tout...

³⁸ «Patriotisme et internationalisme» extraits réunis par des social-patriotes qui veulent nous faire croire que les nations seraient des entités éternelles et que l'on pourrait construire «*une fédération profitant des spécificités de chaque pays, dans le respect absolu de la liberté et de l'autonomie de chacun*» http://www.jaures.eu/ressources/_jaures/patriotisme-et-internationalisme-1911/

³⁹ Cf. la prise de position des élus PC et Front de gauche au conseil municipal d'Orléans en janvier 2015 : <http://npa45.org/2015/02/10/pour-une-jeanne-darc-proletarienne-ou-les-derives-du-pcf-front-de-gauche/>

On oublie aussi que pendant les années 60 et 70, grâce à leur influence militante et intellectuelle, les «mao-spontanéistes» de la Gauche prolétarienne⁴⁰ se présentaient comme «les nouveaux partisans», dans la grande tradition de la Résistance gaullo-stalinienne, qu'ils sollicitèrent à des titres divers l'aide de gaullistes de gauche (Maurice Clavel, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Jacques Debu-Bridel), qu'ils comparaient la situation de l'après 1968 à celle de l'Occupation⁴¹ et allèrent jusqu'à créer un mouvement qui s'appelait la Nouvelle Résistance populaire.

Le 15 mai 1970 La Cause du peuple comparait le régime Pompidou au fascisme : «*Ne nous y trompons pas, si les bourgeois qui occupent notre pays semblent aujourd'hui moins féroces que les nazis.*» Et après la dissolution de la Gauche prolétarienne le 27 mai 1970, les maos prétendirent avoir «*défini et appliqué une pratique politico-militaire originale, une guérilla originale que nous avons appelée lutte violente de partisans. (...) Du point de vue militaire, c'est une guérilla non armée qui ne vise pas à détruire les forces militaires de l'ennemi, mais ses forces politiques et idéologiques, même si cela passe la plupart du temps par des victoires militaires partielles sur lui.*» (Cahiers prolétariens n° 1, janvier 1971). Au-delà du charabia et des contorsions «dialectiques», on est bien dans une tentative de mimétisme vis-à-vis de la Résistance française (les «*francs-tireurs prolétariens de la guerre de classe*», Cahiers de la Gauche prolétarienne n° 2, mai 1970) et d'une vision fantasmatique de la guérilla en Chine (la «*guerre de partisans sans armes préparant la guerre de partisans les armes à la main*»⁴²), compte rendu du Comité national de la GP d'octobre 1969).

Quant aux courants plus ouvertement «mao-staliniens» (PCMLF, PCRML) ils n'étaient pas en reste, à la «gauche du PCF», et ils continuèrent leur décervelage chauvin.

Lorsque les grosses organisations maoïstes des années 70 disparurent⁴³ une partie de leurs rescapés se reconvertirent dans toutes sortes de comités de soutien «anti-impérialistes» (principalement en faveur de la Résistance palestinienne) mais aussi dans le mouvement altermondialiste – ce qui explique en partie la tonalité nationaliste de ses animateurs de base voire de ses dirigeants, du moins en France.

S'il y a bien une référence politique qui fasse la quasi-unanimité à gauche et à l'extrême gauche (à l'exception de Lutte ouvrière), c'est bien celle de la Résistance chauvine, pas celle d'une résistance ouvrière armée comme dans certaines régions en Italie durant la Seconde guerre mondiale. La Résistance gaullo-stalinienne continue à influencer la vision politique des militants français actuels, et elle est très présente dans la littérature, au cinéma et à la télévision. C'est d'ailleurs la seule lutte armée sur le territoire «national» qui puisse encore être un peu concrète pour des jeunes dont le grand-père, la grand-mère ou un ami de leurs grands-parents «a fait» la Résistance.

Enfin, au niveau de la propagande quotidienne de la gauche et de l'extrême gauche, la Résistance et son produit politique nocif, l'antifascisme à la sauce stalinienne, maoïste voire «autonome», continuent à exercer une influence, comme en témoignent :

- la nazification constante de tous les adversaires politiques pratiquée par les militants y compris libertaires (du «CRS-SS»⁴⁴ de Mai 1968 au «Netanyahou=Hitler» d'aujourd'hui),
- la référence constante au «pétainisme» (toujours présente chez le maoïste Badiou, mais aussi chez le social-chauvin Todd et d'innombrables intellectuels de gauche) et aux «collabos»,

⁴⁰ Créée en 1968 après la dissolution de l'UJCML la GP se dissout définitivement en 1973.

⁴¹ Suite à l'arrestation de Geismar, on peut lire dans un numéro de *La Cause du Mineur*, supplément à *La Cause du peuple* n° 30, d'octobre 1970 : «*Paris occupé. 5000 soldats, casqués, bottés, le fusil à l'épaule, quadrillent les rues. L'île de la Cité en état de siège. Non, ce n'est pas une description de la capitale en 1941, c'est bien en 1970 que nous sommes. L'armée d'occupation c'est l'armée des patrons, les CRS. Pas Pétain, mais Pompidou. Aujourd'hui, c'est le 20 octobre. On juge Geismar, on craint les Francs-Tireurs.*» (cf. Jean-Paul Etienne, *La Gauche prolétarienne, 1968-1973, Illégalisme révolutionnaire et justice populaire*, thèse de doctorat en sciences politiques disponible sur le Net). Les «Francs-Tireurs» maos de 1970 se considéraient comme les héritiers des FTP dirigés par Charles Tillon.

⁴² Toutes les citations de ce paragraphe sont extraites de la thèse de J-P. Etienne, *op. cit.*

⁴³ Le PCMLF fut fondé en 1967 et s'est dissous définitivement en 1988, après de nombreuses scissions et alors qu'il avait pris le nom en 1985 de Parti pour une alternative communiste. Le PCRML fut créé en 1974 et s'est dissous en 1983.

⁴⁴ L'origine de ce slogan remonte en fait à la grève des mineurs de 1948, durant laquelle les grévistes comparèrent la répression conduite par les CRS après-guerre contre eux à celle menée par les SS contre les mineurs en 1941.

– et la référence à la «fascisation rampante⁴⁵» ou à «Vichy⁴⁶» dans l'extrême gauche, chez nombre d'anarchistes, dans le mouvement «antifa» lorsque ces militants adressent des critiques aux politiciens ou aux idéologues de droite.

Toutes ces références au vocabulaire de la Résistance montrent bien que nous n'avons toujours pas dépassé l'horizon politique de cette époque, avec toutes les implications nationalistes que cela implique.

A propos de cet antifascisme des Partis staliniens, tant idéalisé aujourd'hui, il faut rappeler que, dans tous les pays de l'Est, après la Seconde Guerre mondiale, y compris en RDA, en Allemagne de l'Est, les partis communistes au pouvoir (qui bénéficiaient pourtant de l'appui de l'Armée rouge et n'étaient donc pas dans une position de faiblesse sur le plan militaire), recyclèrent une grande partie des cadres des régimes profascistes dans les administrations des nouvelles «démocraties populaires», notamment dans la justice, la police et l'armée.

De plus, dans les pays européens «démocratiques», aucun des grands partis communistes, à commencer par le PCF et le Parti communiste italien, ne s'est vraiment battu pour une purge radicale (ne parlons pas d'une destruction...) des appareils d'Etat apparus à l'issue des combats de leur Résistance bourgeoise. Ce ne fut d'ailleurs pas non plus le cas des partis communistes espagnol et portugais lorsqu'on restaura la «démocratie» dans leurs pays respectifs au milieu des années 70.

L'«antifascisme» des partis staliniens, tant admiré par l'extrême gauche, est un antifascisme opportuniste : il a servi à tromper les travailleurs qui voulaient en découdre à l'issue de la guerre ; à les obliger à rendre les armes et à faire confiance aux institutions des Etats «démocratiques», à l'Est comme à l'Ouest ; et il ne peut absolument pas être une source d'inspiration pour nos combats aujourd'hui contre l'extrême droite, même si l'on doit reconnaître et respecter le courage des militants staliniens de base et tenir compte de leurs illusions et des manipulations dont ils furent victimes.

Pour finir, ce texte va tenter une description un peu plus détaillée des points communs entre les différents courants social-chauvins. Mais il faut d'abord commencer par évoquer rapidement le cas d'Alain Finkielkraut.

⁴⁵ Fascisation théorisée par la GP et son dirigeant de l'époque André Glucksman : *«Désormais, c'est la fascisation elle-même qui est l'œuvre de l'appareil d'Etat. Police, justice, monopole de l'information, bureaucraties autoritaires qui assuraient jadis les assises de la "révolution fasciste" doivent se battre maintenant aux avant-postes.»* On retrouve ce même genre d'analyse chez le PCMLF qui qualifia le référendum-plébiscite sur les régions organisé par de Gaulle en 1969 de «référendum de fascisation»

⁴⁶ Cf. les articles «Pourquoi le gouvernement Sarkozy n'est pas Vichy 2»; «Sarkozy = Vichy 2 ? Débat», *NPNF* n° 21-22, 2007 et «Le temps des bouffons gaullo-gauchistes» *NPNF* n° 25-26, 2008.

DIX POINTS COMMUNS ENTRE LES SOCIAL-CHAUVINS

La plupart des intellectuels social-patriotes de gauche passent leur temps à invectiver Alain Finkielkraut, à écrire des articles voire des livres entiers contre lui, alors qu'ils sont, pour l'essentiel, sur la même longueur d'onde. Ce n'est d'ailleurs pas très étonnant car, après une brève période maoïste, Finkielkraut, notre philosophe de «l'identité malheureuse» a fait partie de la mouvance antiraciste durant des années et, aussi incongru que cela puisse paraître, il ne renie pas ses engagements de gauche, son choix de voter Mitterrand, etc., bref des «valeurs» et des comportements qu'il partage avec beaucoup de ses critiques actuels.

La seule véritable différence entre Finkielkraut et ses critiques, c'est que lui défend ouvertement l'identité nationale⁴⁷ alors que les social-patriotes de gauche la défendent souvent de façon honteuse.

Car il s'agit bien, à gauche du moins, d'une défense doublement honteuse de l'identité nationale :

– honteuse à la fois parce qu'elle aboutit inéluctablement à la xénophobie sous une forme ou sous une autre (comme en témoignent les politiques de la gauche au pouvoir mais aussi les déclarations ambiguës de certains intellectuels de gauche évoquées un peu plus loin) ;

– mais honteuse aussi parce que les partisans de l'identité nationale à «gauche», ou ceux du patriotisme républicain, ce qui revient strictement au même, défendent souvent leur position, en catimini, comme s'ils en avaient honte, tant le rapprochement est évident entre leurs positions et les raisonnements de la droite et de l'extrême droite, surtout dans la période actuelle.

On peut repérer au moins dix points communs à tous les social-chauvins de droite ou de gauche :

1) La dénonciation exclusive du rôle de la puissance américaine et de l'OTAN au détriment de la dénonciation du rôle des autres puissances – vieille tradition stalinienne.

Comme le déclarait déjà le dirigeant du PCF Jacques Duclos dans un meeting le 20 janvier 1950, après avoir eu le culot de rendre hommage à Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht : «*Dans le monde actuel divisé en deux camps, le camp impérialiste et le camp anti-impérialiste, les préparatifs de guerre se précisent chaque jour davantage et requièrent de notre part une action sans cesse accrue pour la défense de la paix*». Selon cette vision du monde, il existerait deux camps le «camp impérialiste» et le «camp anti-impérialiste», le second étant évidemment composé d'Etats progressistes et pacifiques qu'il faut soutenir inconditionnellement.

⁴⁷ Dans son livre *L'identité malheureuse* (Stock 2013), compilation indigeste de citations hétéroclites enrobées de commentaires décousus, Alain Finkielkraut déplore l'absence de contrôle des flux migratoires, le regroupement familial, «l'augmentation continue des demandeurs d'asile et de la poursuite des arrivées clandestines», phénomènes qui auraient, selon lui, «changé» la France. Mais il critique aussi les effets destructeurs de l'économie de marché sur les rapports humains et l'éducation, la médiocrité de «l'industrie du divertissement», une société qui transforme les êtres humains en «consommateurs insatiables». Il fait l'éloge de la «galanterie», de la «délicatesse de comportement» des mâles français vis-à-vis des femmes («payer l'addition», «tenir la porte», «céder le pas», «saluer la maîtresse de maison» avant le maître). Et évidemment considère que «l'exclusion de la féminité» dans les cités populaires contribue en partie à la violence de... vous-savez-qui, ces gens qui pratiquent le «dénî de sensibilité» (sic) et «l'interdiction d'être galant» (resic). Il vante (comme Castoriadis) le «rapport critique à soi (...) constitutif de la civilisation européenne» et cite à la fois l'anthropologue antiraciste Claude Lévi-Strauss et le fasciste antisémite Renaud Camus. Finkielkraut prétend que seules les origines «exotiques» seraient valorisées en France par la gauche, dénonce le «sentiment antifrançais qui est en train de se répandre» et la «désintégration nationale» en cours. Ce processus de destruction serait favorisé par les «nouvelles élites, surbookées et hyper-connectées» qui se seraient «délestées de l'héritage des siècles» et ne seraient «bourgeoises (...) que par leur goût du confort».

Mis à part quelques remarques qui relèvent d'un racisme antimusulmans mal assumé et quelques citations d'auteurs sulfureux que les sociaux-patriotes de gauche évitent de mentionner dans leurs écrits, les tirades patriotiques et nationalistes de Finkielkraut n'ont rien à envier à celles d'un Mélenchon, d'un Michéa, d'un Todd, d'un Lordon ou d'un Ariès qui pense que la droite voudrait que la France se «désintoxique de sa propre identité». (Sur Finkielkraut, cf. aussi «Finkielkraut-Dieudonné : A chaque "communauté" son petit Farakhan et l'esclavage salarié se perpétuera», *NPNF* n° 18-19-20, 2007).

Cette vision n'a pas beaucoup changé aujourd'hui : c'est celle que défendent des puissances émergentes comme l'Iran, ou les régimes latino-américains (le Venezuela de Chavez et Maduro, le Brésil de Lula et Dilma Rousseff, l'Argentine de Cristina Kirchner, etc.). Et c'est aussi celle de l'essentiel de l'extrême gauche, des altermondialistes et autres Indignés.

2) **La sympathie pour les objectifs géopolitiques de l'Etat russe** et parfois même le **soutien ouvert à ses dirigeants**. Ce qu'on a pu constater au moment de la guerre en Yougoslavie où les social-chauvins de gauche soutenaient généralement la Serbie, et aujourd'hui adoptent des positions «tièdes» face à l'invasion de la Crimée et aux manœuvres téléguidées par la Russie en l'Ukraine. On observe d'ailleurs les mêmes positions chez Syriza qui tente de se gagner les faveurs de la classe dirigeante russe.

Une citation de Todd suffira, tant elle contient de contre-vérités historiques : *«Si vous vous penchez sur l'histoire de la Russie, vous comprenez que son rôle dans les affaires mondiales — et en particulier européennes — a toujours été positif (...). Grâce à son arsenal nucléaire, la Russie est aujourd'hui le seul pays capable de contenir les Américains. Sans elle, le monde aurait connu un sort catastrophique*
⁴⁸...»

3) **La dénonciation chauvine du rôle de l'Angleterre et/ou de l'Allemagne**

Pour des social-chauvins comme Todd ou Mélenchon, il y aurait un «modèle allemand», celui de l'ordolibéralisme (qui n'est pas radicalement hostile à l'intervention de l'Etat contrairement à ce qu'ils prétendent). Tous les problèmes de la société française proviendraient de ce modèle que l'Allemagne voudrait imposer à tous les autres Etats. En 1996, Jean-Pierre Chevènement dénonçait déjà le risque que l'Europe soit transformée en «Zollverein, prolongement du territoire allemand» et dénonçait «un certain alignement sur les thèses allemandes».

Dix-huit ans plus tard, en décembre 2014, Jean-Luc Mélenchon continue sur la même ligne en envoyant un tweet à la chancellerie allemande: *«Maul zu Frau (ferme ta grande gueule, femme). Mme #Merkel. La France est libre. Occupez-vous de vos pauvres et de vos équipements en ruine.»*. Dans son récent pamphlet contre les Allemands, *Le hareng de Bismarck (Le poison allemand)*, Jean-Luc Mélenchon explique que l'Allemagne a une population de plus en plus réduite et vieillissante, qu'elle a besoin de la zone euro pour maintenir son hégémonie, et piller la main-d'œuvre qualifiée des pays de l'Europe de l'Est et du Sud qu'elle contribue à ruiner. Pour Mélenchon, l'ennemi principal est le «capitalisme financier», «les Allemands» qui sont «lourdauds», ne font plus d'enfants et sont des vieillards racistes, mais pas le capitalisme lui-même. Mélenchon multiplie les allusions aux traditions de l'Allemagne impériale (d'où le titre de son dernier ouvrage) et même au Troisième Reich, tout en prétendant ne pas être antiallemand.

Todd n'est pas en reste, puisqu'il pense que l'Allemagne veut rien moins qu'«asservir l'Europe». Pour lui, *«l'Allemagne est dans une stratégie nationale de prise de contrôle de l'Europe et d'isolement de la France»* ; *«les ministres français vont à Berlin pour savoir ce qu'ils doivent faire»* ; *«L'Europe a aujourd'hui sa propre dynamique. Elle n'a pas d'armée, mais elle est dirigée par l'Allemagne. (...) Depuis l'époque de la réunification, l'Allemagne a mis la main sur la quasi-totalité de l'ancien espace de domination soviétique et l'utilise à ses propres fins économiques et industrielles*⁴⁹».

BETISIER SOCIAL-CHAUVIN

Dominique Reynié, le très réactionnaire prof de Sciences Po, candidat malheureux aux régionales de 2015 sur une liste Les Républicains-UDI, a compilé, dans *Le Vertige social-nationaliste. La gauche du non* (La Table ronde, 2005) un certain nombre de citations révélatrices de l'idéologie social-patriote dont voici quelques échantillons:

«A l'heure de la Constitution européenne libérale, il est question que des saisonniers polonais puissent venir travailler en France à des prix polonais.» (Démocratie et socialisme, publication dirigée par Gérard Filoche ex-trotskiste membre de la gauche du PS, 3 janvier 2005)

«(...) ce sont les moins bien payés de Pologne, de Tchécoslovaquie, de l'Estonie, de Lettonie et d'ailleurs qui deviennent les concurrents de nos smicards» (Henri Emmanuelli, Arte info, 25 mars 2005)

⁴⁸<http://fr.sputniknews.com/opinion/20141014/202702019.html#ixzz3b8jC6U7K>

⁴⁹<http://fr.sputniknews.com/opinion/20141014/202702019.html#ixzz3b8kIy3Xj>

«Vous vous rendez compte ce que c'est que les salaires en Roumanie ? (...) On lâche la misère des pays de l'Est contre nos salariés les plus vulnérables» (H. Emmanuelli, TF1, journal de 20 heures, 23 mai 2005)

«(...) on n'a pas annoncé aux Français qu'il fallait, n'est-ce pas, qu'ils perdent leur emploi pour pouvoir en fournir aux pays entrants» (H. Emmanuelli, France 2, «Question ouverte», 12 mai 2005)

«Moi, je n'ai rien contre aucun Turc, ni d'ailleurs contre aucun citoyen de quelque pays du monde que ce soit.» Après cette introduction hypocrite, Mélenchon dévoile le fond de sa pensée xénophobe : «Je sais seulement que ceux qui veulent faire entrer aujourd'hui la Turquie dans l'Europe le veulent pour **projeter une masse de 80 millions de personnes**, qui ont des salaires et des droits bien plus bas que ceux de l'Europe, **sur le dos des autres**⁵⁰ en se disant que, le temps que les Turcs arrivent, les Polonais et les autres qui viennent d'arriver dans l'Europe auront vu leurs droits sociaux remonter, donc on disposera une nouvelle fois d'une manière de presser sur le citron des pauvres gens qui vivent de leur travail. Quant au reste, les Turcs auraient tort de se gêner en quelque sorte, parce que véritablement les dirigeants européens sont prêts à leur lécher les pieds, s'ils le souhaitent, dans la mesure où ils ont besoin d'eux pour réaliser la sale besogne que je viens de vous expliquer.» (Jean-Luc Mélenchon, RMC, 2 mai 2005).

Comme le souligne Reynié, cette argumentation est très proche d'un tract du Mouvement pour la France qui affirme : «Selon un sondage turc [...], 44% des Turcs déménageraient très probablement dans un autre pays de l'UE si la Turquie venait à adhérer. L'immigration annoncée serait de grande ampleur.»

Les partisans de la gauche du non (complices de la droite et de l'extrême droite du non, vu la proximité de leurs argumentaires) n'ont pas seulement pris pour cibles les Turcs, mais aussi les musulmans en attaquant l'article II-70 du TCE qui «autorise les citoyens à manifester leur religion ou leurs convictions, individuellement ou collectivement, en public ou en privé». Ainsi, le sénateur socialiste Michel Charasse déclara : «Un fonctionnaire, à la poste par exemple, pourra subitement prier derrière son guichet face aux usagers, un élève pourra étaler en classe et sans crier gare un tapis de prière pour accomplir son rite, etc.» (Le Figaro, 20 octobre 2004)

Les «étrangers» ne sont pas non plus épargnés par la gauche altermondialiste : «L'électricien polonais, le promoteur hongrois, le charpentier letton pourraient ainsi ouvrir en France des chantiers où les conditions de travail, de sécurité, de respect d'un cahier des charges, etc., échapperaient aux règles de la législation sociale française (...). Cela s'appelle du dumping social.» (Bernard Langlois, directeur de Politis, 10 février 2005).

Dans toutes ces citations ce qui apparaît clairement, c'est l'incapacité des sociaux-patriotes à imaginer une solidarité de classe entre les prolétaires de différentes nations, des pays les plus riches aux plus pauvres, et leur volonté (peut-être inconsciente chez certains et en tout cas pas assumée) d'entretenir les divisions et les rivalités entre les diverses fractions de la classe ouvrière mondiale.

Pour faire passer la pilule auprès de leur base, les dirigeants sociaux-patriotes se réfugient souvent dans une pseudo rhétorique universaliste, qui n'est que la magnification du chauvinisme français : «La France, par quoi elle vaut ? Par ses principes universels.» (J.-L. Mélenchon, meeting du 17 mars 2005). Déclaration qui rejoint l'opinion de la dirigeante du PCF, Marie-George Buffet : «(...) la France quelque part, était la voix de tous ceux et de toutes celles qui par le monde refusaient la guerre en Irak» (RTL, 11 avril 2005), celle d'Henri Emmanuelli «Le peuple français a perdu sa dimension messianique» ou celle du député socialiste François Mitterrand qui vanta, le 27 juin 1975, à l'Assemblée nationale «cet indéfinissable génie qui permet à la France de concevoir et d'exprimer les besoins profonds de l'esprit humain». Rien de moins...

Dans *Qu'est-ce qu'être français*, ouvrage collectif publié par l'Institut Montaigne, Max Gallo identifie dix points cardinaux qui «dévoilent ce que signifie être français», le dixième étant évidemment l'universalisme⁵¹ : «Tous ces éléments conduisent à penser que l'universalisme – les valeurs humanistes et universelles – est un trait qui définit le Français».

⁵⁰ Les passages mis en gras l'ont été par nos soins.

⁵¹ Les neuf autres points cardinaux de l'identité française, pour Max Gallo, sont le droit du sol, l'Etat, la citoyenneté, l'école, la laïcité, la menace d'éclatement de la nation, la langue française et l'égalité des femmes. Sur huit de ses dix points, la droite, l'extrême droite relookée (Marine Le Pen) et la gauche social-chauvine peuvent parfaitement communier ensemble dans le culte de la Nation française.

Et ce sont les mêmes intellectuels ou politiciens de gauche qui critiquent les dirigeants américains lorsque ceux-ci emploient ce type d'arguments pseudo-universalistes, invoquent une prétendue «mission» civilisatrice, pour exporter leur «démocratie» au Proche et au Moyen-Orient à coups de bombes, de meurtres ciblés et d'interventions «humanitaires» et/ou militaires !!!

4) La **dénonciation du TCE et en général des institutions européennes en termes chauvins** (les social-chauvins dénoncent «la technocratie de Bruxelles», la «classe expertocratique transnationale», prétendument indépendante des gouvernements européens, la BCE contrôlée par l'Allemagne, etc.). Mélenchon, dans *Le Hareng de Bismarck*, tout en critiquant sans cesse le «tribalisme» des Allemands, multiplie les exemples statistiques pour démontrer que «les Allemands» occupent une place disproportionnée dans les institutions européennes. Et ce social-chauvin vante la vocation pseudo-universaliste de la France : *«la France est une nation singulière. Elle a été bien fondée. Pourquoi notre pays serait-il complexé par la part de gloire universaliste qu'il s'est acquise ?»*

5) L'**exaltation du rôle de l'Etat français autant à l'intérieur** (les social-chauvins prônent une politique à la fois colbertiste et protectionniste) qu'à l'extérieur. *«Le premier danger c'est que la France soit transformée en roue de secours du char impérial qui est la première cause des perturbations du monde. La France, la France de la VI^e république que nous voulons construire, la France n'est pas une nation occidentale.. Elle ne l'est ni du fait de son peuple bigarré, ni du fait qu'elle est présente dans tous les océans du monde, du fait qu'elle existe, vit et rayonne à proximité des cinq continents : la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie, la Réunion, Mayotte, les Caraïbes, la Guyane française qui a la plus longue frontière de France, huit cents kilomètres avec le Brésil. Non la France n'est pas une nation occidentale, elle est une nation universaliste.»*

Dans ce passage extrait de son discours prononcé à Toulouse le 5 avril 2012⁵², on retrouve la rhétorique national-républicaine, gaulliste, qui a justifié toutes les aventures coloniales et les expéditions militaires de la France, soutenues par un argument classique depuis la Révolution française et Napoléon I^{er} : la France aurait une «vocation universelle» et universaliste. Mélenchon ne prône même pas l'indépendance pour les «confettis de l'Empire» que sont les DOM et TOM. Il ne se demande pas non plus pourquoi sur les 29 pays où le français est la langue officielle, ou bien l'une des langues officielles, 23 sont des anciennes colonies de l'Empire français et se situent presque toutes en Afrique.

Le danger de défendre l'Etat dont on est citoyen est assez évident surtout dans la période actuelle où la désignation d'ennemis extérieurs (la mondialisation, l'Union européenne, tel ou tel Etat voyou, les mouvements djihadistes internationalistes) se combine parfaitement avec la dénonciation d'ennemis intérieurs (immigration, «islamisation» voire islam, «terroristes maison»). En s'identifiant totalement à l'Etat les social-patriotes se retrouvent prisonniers d'une logique qui leur échappe, même s'ils avaient les meilleures intentions du monde, car ils ne veulent surtout pas être accusés d'être des traîtres à la nation ou à la patrie, d'autant plus que c'est leur principal grief contre la classe dominante, qu'ils appellent, eux, «les élites», «la caste», ou «l'establishment».

6) La **défense du protectionnisme français ou européen**, donc la défense soit de l'impérialisme français (Mélenchon) soit d'un impérialisme européen (Todd), *«la bonne région économique pour réguler le capitalisme devenu fou»* et imposer la *«préférence communautaire»*.

7) Le soutien à **l'armée française, voire la glorification de son rôle, de la défense nucléaire**, etc. (*«la France possède l'arme nucléaire, nous avons toutes sortes de qualités»*, selon Todd).

On remarquera, à ce propos, que le programme du CNR *Les Jours heureux* considéré comme une référence essentielle par les sociaux-chauvins actuels, ne mentionne à aucun moment les crimes du colonialisme français. Au contraire il prétend *«rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle»*, puissance, grandeur et mission qui ne pouvaient et ne peuvent être

⁵² Mélenchon a prononcé ce discours le 5 avril 2012 à Toulouse, soit **deux semaines** après les assassinats dans cette même ville du rabbin Sandler, de ses deux fils Gabriel et Aryeh et de la petite Myriam, assassinats commis le 19 mars 2012 par Mohammed Merah dans l'école Ozar Hatorah. Le chef du Parti de Gauche n'a pas jugé bon de dénoncer l'antisémitisme meurtrier à cette occasion. Tout un symbole de ses priorités.

assurées que par une armée bien équipée, disposant de bases militaires postées un peu partout sur la planète, d'une flotte militaire conséquente et aujourd'hui de porte-avions nucléaires et de satellites espions. Les sociaux-patriotes du CNR ne réclamaient nullement l'indépendance des colonies mais «*l'extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales*», ce qui n'engage à rien. La politique de la SFIO (puis du PS actuel) et du PCF vis-à-vis des territoires contrôlés, directement ou indirectement, par l'impérialisme français jusqu'à aujourd'hui est bien fidèle au programme social-chauvin et social-impérialiste du CNR.

8) La réticence voire l'**hostilité vis-à-vis de l'immigration** (seule exception : le Parti de Gauche et certains secteurs du PCF) mais aucune critique de la préférence nationale ou européenne dans la Fonction publique ; le plus **souvent les social-chauvins tiennent des propos xénophobes** que l'on retrouve chez des ultragauches et des radicaux assez inattendus.

Je vous laisse deviner qui a écrit en 1985 le texte suivant et que j'ai trouvé cité sur deux grandes pages dans un mensuel néonazi français. Ce texte est exemplaire parce qu'il mêle des considérations radicales sur l'aliénation, la mondialisation (à l'époque le phénomène existait déjà, même si le mot n'était pas aussi répandu), à des propos que pourrait tenir n'importe quel social-chauvin sur la «*décadence de la culture*» et la «*perte d'identité nationale*» des «*autochtones*».

«*(...). Nous ne pouvons plus assimiler personne : ni la jeunesse, ni les travailleurs français, ni même les provinciaux ou les vieilles minorités ethniques (Corses, Bretons, etc.) car Paris, ville détruite, a perdu son rôle historique qui était de faire des Français. (...) On se gargarise, (...) de la riche expression de «diversités culturelles». Quelles cultures ? Il n'y en a plus. Ni chrétienne ni musulmane ; ni socialiste ni scientiste. (...) Il n'y a plus, à regarder un seul instant la vérité et l'évidence, que la dégradation spectaculaire mondiale (américaine) de toute culture. (...) Certains mettent en avant le critère de «parler français». Risible. Les Français actuels le parlent-ils ? Est-ce du français que parlent les analphabètes d'aujourd'hui (...) ? Ne va-t-on pas clairement, même s'il n'y avait aucun immigré, vers la perte de tout langage articulé et de tout raisonnement ? Quelles chansons écoute la jeunesse présente ? (...) Nous nous sommes faits américains. Il est normal que nous trouvions ici tous les misérables problèmes des Etats-Unis, de la drogue à la Mafia, du fast-food à la prolifération des ethnies. (...) (...) Le risque d'apartheid ? Il est bien réel. Il est plus qu'un risque, il est une fatalité déjà là (avec sa logique des ghettos, des affrontements raciaux, et un jour des bains de sang). Une société qui se décompose entièrement est évidemment moins apte à accueillir sans trop de heurts une grande quantité d'immigrés que pouvait l'être une société cohérente et relativement heureuse. (...) Mais on comprend bien pourquoi tous les responsables politiques (y compris les leaders du Front national) s'emploient à minimiser la gravité du "problème immigré".. (...) Combien y a-t-il d'étrangers de fait en France ? (...) Il est évident qu'il y en a tellement qu'il faudrait plutôt se demander : combien reste-t-il de Français et où sont-ils ? (Et qu'est-ce qui caractérise maintenant un Français ?) Comment resterait-il, bientôt, des Français ? On sait que la natalité baisse. N'est-ce pas normal ? Les Français ne peuvent plus supporter leurs enfants. (...) D'autre part, la contraception est répandue, l'avortement est libre. Presque tous les enfants, aujourd'hui, en France, ont été voulus. Mais non librement ! (...) les Français, qui ont accepté cela sans beaucoup de révolte (sauf en 1968) sont malvenus à dire qu'ils ne se sentent plus chez eux à cause des immigrés ! Ils ont tout lieu de ne plus se sentir chez eux, c'est très vrai. C'est parce qu'il n'y a plus personne d'autre, dans cet horrible nouveau monde de l'aliénation, que des immigrés. (...). La France est assurément regrettable. Mais les regrets sont vains⁵³.»*

– **Après Guy Debord, un autre social-chauvin ; Jean-Claude Michéa**, un intellectuel qui se réfugie derrière Rousseau pour attaquer le «*cosmopolitisme*» et qui dénonce le «*nomade attalien*» (expression qui fait furieusement penser au stéréotype du «Juif errant»), deux emprunts au vocabulaire de l'extrême droite antisémite, comme s'en réjouit le site fasciste Agoravox qui reproduit des extraits de la vidéo où il tient ses propos.

J'ai déjà signalé, dans un autre texte, que Michéa défendait des positions abstentionnistes, donc pour moi douteuses, à propos de l'Affaire Dreyfus⁵⁴ et je ne développerai pas ici puisque ce qui m'intéresse

⁵³ Guy Debord, 1985, *Oeuvres complètes*, Gallimard, 2006, p. 1588-1591.

⁵⁴ Cf. «A propos du réac Jean-Claude Michéa (alias Nietzsche), des Editions l'Echappée et de leur "vigilance"... en carton pâte», *NPNF* n° 42-43, 2014 et «*Les mystères de la gauche. De la manipulation historique chez Jean-Claude Michéa*», *NPNF* n° 50/51, juin 2015.

aujourd'hui c'est la position de Michéa face à l'immigration. Non pas tant que Michéa soit un grand penseur révolutionnaire, mais parce qu'il impressionne, malgré son inculture ou ses manipulations historiques, un certain nombre de militants de gauche ou libertaires...

Michéa oppose les travailleurs français aux travailleurs immigrés en attaquant *«les syndicats de la fonction publique»* (et donc aussi les fonctionnaires de gauche) qui ne seraient pas conscients *«du privilège aujourd'hui incroyable que d'être à peu près entièrement protégés contre la concurrence de la main-d'œuvre étrangère»*. Il n'hésite pas à critiquer violemment RESF parce que ce réseau militant serait essentiellement composé de fonctionnaires (ce qui est faux) : *«De fait, l'existence par exemple, d'un "réseau éducation sans frontières" (ou de toute autre association caritative essentiellement animée par des fonctionnaires) n'a par elle-même rien de très surprenant. Ses membres n'ont presque jamais en effet à assumer personnellement le prix réel de leur bonne volonté humanitaire.»* (*Les mystères de la gauche*).

Affirmation réitérée dans une réunion puisqu'il aurait déclaré, selon le compte rendu résumé que présente l'un de ses fans :

«Selon lui, l'idée de s'installer en France, pour un travailleur clandestin, dans le seul but de se proposer comme main-d'œuvre à exploiter par le patronat ne constitue pas un projet philosophiquement défendable et qu'il s'agit, en outre, d'une sorte de désertion vis-à-vis de sa collectivité d'origine, à qui son courage et sa force de travail vont manquer. Qu'en croyant faire preuve d'"humanisme", de "compassion" ou de "générosité" envers les clandestins, en réalité, (...) RESF se fait le complice de l'exploitation par le patronat d'une main-d'œuvre sans défense et de la constitution d'un véritable sous-prolétariat.» (Souligné par nous.)

Michéa, qui se gargarise tant de la solidarité des «gens ordinaires», ne sait visiblement pas reconnaître cette solidarité quand des habitants «ordinaires» se mobilisent localement pour soutenir les parents d'enfants scolarisés, les jeunes majeurs arrêtés par la police et enfermés dans les CRA, les mineurs qui dorment dans la rue dès que le tribunal décide qu'ils sont majeurs en raison de tests osseux douteux, les demandeurs d'asile qui campent sous des tentes dans des conditions inhumaines, les familles enfermées dans les centres de rétention ou les Roms traqués par les flics, diffamés par les médias et victimes d'un racisme particulièrement tenace.

9) La dénonciation des «grandes féodalités économiques et financières» qui contrôlent l'économie» (programme du CNR), **d'une prétendue «oligarchie», des «élites nomades», des «élites mondialisées», des «élites déterritorialisées», d'une «hyperclasse des banques et des multinationales»,** ou des 1% (ce dernier thème est repris par Todd) qui exploiteraient les «99%» de la population.

Ce que Mélenchon résume en déclarant : *«Il y a l'oligarchie d'un côté et le peuple de l'autre⁵⁵.» «C'est le peuple qui doit décider pas l'oligarchie⁵⁶.»* Même s'il a proposé récemment de remplacer le terme d'«oligarchie⁵⁷» par celui de «caste», on est toujours dans le même registre : *«La critique de la caste c'est plus performant que de dire l'oligarchie qui est un mot en trois syllabes (...). Ce qui compte c'est d'être le peuple, être dans une nouvelle manière d'organiser le champ politique, le peuple contre la caste, le peuple contre l'oligarchie.»*

Todd est sur la même longueur d'onde : «On est passé en régime oligarchique» ; le journal *Le Monde* est une *«composante de l'oligarchie»* (Europe I, avril 2015) ; *«L'oligarchie s'assoit sur le suffrage universel»* (*Herodote.net*, mai 2014).

Cette expression est employée par l'extrême droite, par les social-chauvins et même par Castoriadis, elle est donc particulièrement floue. Pour ce qui concerne l'extrême droite, elle lui permet de faire

⁵⁵ <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2015/03/09/il-y-a-loligarchie-dun-cote-et-le-peuple-de-lautre/>

⁵⁶ <https://www.lepartidegauche.fr/laradiodegauche/radiomedia/medias-c-est-le-peuple-qui-doit-decider-pas-oligarchie-j-melenchon-invite-la-matinale-france-inter-30284>

⁵⁷ Ceux qui douteraient que le terme oligarchie soit très connoté extrême droite pourront se reporter au site fasciste et aux écrits d'Alain Soral. On ne s'étonnera pas que ce terme soit aussi utilisé par Eric Zemmour (*«L'oligarchie s'assoit sur le peuple»*) et le MPEP (*«François Bayrou, l'homme en réserve de l'oligarchie»*), comme par d'innombrables sites d'extrême droite.

l'impasse sur la division de la société en classes antagonistes, ayant des intérêts matériels inconciliables et d'opposer l'oligarchie au «peuple». Riposte Laïque dénonce «l'oligarchie pseudo-républicaine». Ce terme est très utilisé aussi en Amérique latine, à gauche et à l'extrême gauche, et va toujours de pair avec un appel à l'union nationale contre... «l'oligarchie».

En général «l'oligarchie» est, comme le dit Mélenchon, «une classe dominante sans patrie» : et il ajoute «les élites sociales françaises collaborent avec enthousiasme au dénigrement de leur patrie». Encore et toujours, on retrouve cette idée que les exploités ne sont pas vraiment français, point de départ de tous les raisonnements xénophobes et antisémites.

C'est ainsi que Paul Ariès écrit dans *Misère du sarkozysme* : «Le sarkozysme serait-il la revanche des émigrés de l'Ancien Régime ? De Sarkozy le Hongrois à Balladur le Turc en passant par le prince polonais Poniatowski, cette "droite de droite" semble vouloir violenter l'histoire.» On remarquera ici, chez cet intellectuel de gauche, le même type de raisonnement que ceux du Front national, centrés sur les origines ethniques de ses adversaires politiques. Sans compter que ces appréciations xénophobes contiennent de multiples erreurs : la mère de Sarkozy est française, pourquoi donc tenir compte seulement de l'origine du père de Sarkozy sinon par xénophobie ? Les Balladur sont d'origine arménienne et non turque.

Quant à Poniatowski, si j'en crois la notice Wikipédia (au moins pour cela on peut leur faire confiance), «Par son père, il descend de [Talleyrand](#) (lui-même descendant de [Colbert](#) et d'[Étienne Marcel](#)), du [duc de Morny](#) — demi-frère et premier ministre de [Napoléon III](#), ainsi que de l'[impératrice Joséphine](#) par sa fille [Hortense de Beauharnais](#) — tandis qu'il compte parmi ses ancêtres maternels [Pierre-Paul Riquet](#), ingénieur français qui au XVII^e siècle traça le canal du Midi.» Pas mal pour l'arbre généalogique d'un «Polonais» selon Monsieur l'intellectuel de gauche Paul Ariès !

Dans le même ouvrage, Ariès pousse encore plus loin le recyclage de deux thèmes classiques de l'extrême droite contre la gauche («parti de l'étranger», «cosmopolitisme») puisqu'il écrit que Sarkozy lutte «contre la conception française de ce que devrait être la droite» car il veut la transformer en une force «néoconservatrice cosmopolite». Selon Ariès, il y aurait donc une droite légitime et une droite illégitime parce que antifrançaise et cosmopolite. On croirait lire un article de *Rivarol* ou de *Présent* !

Quant aux prestigieux et courageux signataires⁵⁸ de «l'Appel des résistants aux jeunes générations du 8 mars 2004», ils n'ont apparemment tiré aucun bilan de l'échec de la politique préconisée par le Conseil national de la Résistance ; ils limitent leur critique du capitalisme mondialisé actuel à la «dictature internationale des marchés financiers qui menace la paix et la démocratie» et voudraient que nous entamions l'hymne de l'unité nationale entre les ouvriers et les patrons, entre les militants de tous les partis, pour une «démocratie, sociale et culturelle», totalement irréalisable en régime capitaliste.

10) L'apologie d'un capitalisme productif, national

Déjà le programme du CNR vantait le combat pour «une France plus pure et plus forte, capable d'entreprendre au lendemain de la Libération, la plus grande œuvre de reconstruction et de rénovation de la patrie». Pour ce faire, il fallait que le «peuple tout entier» se révolte contre l'occupant nazi et le régime de Vichy et que des «arrêts de travail» soient «réalisés dans l'union des patrons et des ouvriers» ! Après la victoire de la Résistance, «tous les patriotes, sans distinction d'opinions politiques» s'engageraient à soutenir «l'intensification de la production nationale» et le gouvernement d'union nationale devait promouvoir une «élite véritable, non de naissance mais de mérite», quitte à ce que certains «ouvriers possédant les qualifications nécessaires» assument «les fonctions de direction et d'administration» des entreprises.

Le CNR défendait ardemment l'union nationale, l'union Capital-Travail ; la gauche social-patriote continue dans la même lignée.

⁵⁸ Lucie et Raymond Aubrac, Henri Bartoli, Daniel Cordier, Philippe Dechartre, Georges Guingouin, Stéphane Hessel, Maurice Kriegel-Valrimont, Lise London, Georges Séguy, Germaine Tillion, Jean-Pierre Vernant et Maurice Voutry. Cf. pages 183-185, *Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui. Les Jours heureux, Le programme du CNR de mars 1944 : comment il a été écrit, et mis en œuvre, et comment Sarkozy accélère sa démolition*, La Découverte, 2011.

C'est ainsi que dans *La confrontation. Argumentaire anti-FN* (Le Temps des cerises, 2012), le dirigeant du MPEP⁵⁹ et ex-dirigeant d'ATTAC Jacques Nikonoff écrit : *«En ce sens, on ne peut retenir l'idée selon laquelle les travailleurs n'auraient pas de patrie. Formule que Marx a d'ailleurs nuancée, et même contredite. L'histoire a cruellement démenti cette assertion : gouvernements d' "union sacrée" en 1914 ; constitution d'une "patrie du socialisme" en URSS... Par ailleurs les multiples luttes de résistance et de libération nationales contre les envahisseurs et les colonisateurs ont démontré que la nation pouvait mériter, notamment aux yeux des travailleurs, qu'on se mobilise pour elle. Il n'y a qu'à observer l'exemple de la Palestine et des pays qui constituaient l'URSS.»*

On remarquera que, dans les exemples fournis par Nikonoff, les «travailleurs» ne jouent aucun rôle déterminant ni dirigeant dans ces processus politiques ou ces Etats.

Et, quand il passe au registre économique, il enfile des perles du genre : *«la guerre commerciale est une guerre qu'il ne faut pas gagner, mais qu'il ne faut pas perdre non plus»* (?) ; *«Je ne dis évidemment pas qu'il faut désarmer la France et lui faire perdre des parts de marché», «La notion de compétitivité est totalement liée à la mondialisation»,* comme si le marché et la concurrence capitalistes pouvaient être abolis au sein de chaque Etat...

Le sociologue Emmanuel Todd défend le même genre de conceptions idéalistes réactionnaires : *«Le capital financier, contrairement à l'idéologie dominante, n'est pas productif de profit (...) Le vrai système capitaliste permet au capital productif de s'octroyer une part de la valeur ajoutée par les entreprises du secteur privé. (...) Le capitalisme financier, ploutocrate, fondé sur l'accumulation de faux capital non productif, produit par la transformation de déficits en créances et réserves, ce capitalisme est illégitime. Il est parasitaire (...). Nous pouvons même envisager un capitalisme responsable (philanthropique ?) fondé sur la richesse et la compétence à en produire qui serait apte à dépasser le simple appât du gain (l'accumulation irrationnelle de richesses) pour répondre aux inégalités qu'il génère (...)»⁶⁰.*

Quant aux «économistes atterrés» ils écrivent dans leur *Nouveau manifeste* (Les Liens qui libèrent, 2015) : *«Il ne s'agit pas de chercher à supprimer le marché ou à se passer de l'initiative privée.»* Voilà qui devrait rassurer les grandes fortunes françaises, les Bolloré, Arnault, Dassault, Niel, Mulliez, Perodo, Castel, Decaux, Peugeot, Bolloré, Drahi, Pinault, Bettencourt, Dumas, et quelques autres.

Il s'agit, paraît-il, pour ces économistes de gauche de créer des *«entreprises d'un type nouveau, fondées non sur la recherche du profit mais sur des objectifs d'utilité sociale et environnementale»* : aux mutuelles et coopératives, viendraient s'ajouter des *«réseaux d'échanges monétisés ou non, Amap, covoiturage»,* etc.

Bref, on ne touche surtout pas aux fondements du capitalisme national, quitte à prôner des réformettes comme l'augmentation des pouvoirs du comité d'entreprise, le respect des *«exigences sociales et environnementales»,* et la création d'un *«fonds d'investissement public financé par une taxe sur les bénéfices des sociétés»* qui *«permettrait d'orienter les capitaux vers des activités productives socialement utiles»*... De belles paroles, comme dans le programme du CNR de 1944, mais tellement vagues, et dont les conséquences seront si insignifiantes, qu'on sait d'avance qu'elles ne changeront rien de fondamental pour la domination des patrons et l'exploitation des travailleurs.

Ce petit tour d'horizon des principaux thèmes du social-chauvinisme permet de comprendre que notre tâche ne sera pas facile et qu'il va nous falloir lutter à contre-courant des idées reçues et dominantes.

⁵⁹ Depuis le mois de juin 2015, le MPEP s'appelle désormais le Parti de l'émancipation du peuple et invite à *«Démondialiser et sortir de l'Otan – Reconquérir la souveraineté nationale – Ni Union européenne, ni euro, ni FN»*.

⁶⁰ Décembre 2012, retranscription partielle d'une interview sur RTS, <http://claude-investlogic.blogspot.com.es/2012/12/que-reste-t-il-du-capitalisme.html> interview complète ici : <http://www.rts.ch/la-1ere/programmes/l-invite-du-journal/4195279-emmanuel-todd-demographe-historien.html>

POURQUOI LE SOCIAL-CHAUVINISME A UN BOULEVARD DEVANT LUI

Pour conclure, il faut souligner quatre facteurs internationaux qui ne peuvent que contribuer à développer le social-chauvinisme particulièrement en Europe : le chômage, les interventions militaires occidentales, la montée de l'islam politique et la difficulté de construire une puissance européenne, c'est-à-dire un impérialisme européen.

La crise économique mondiale se traduit par :

*** une augmentation régulière du chômage** d'où une hostilité de plus en plus grande vis-à-vis des populations étrangères ou même d'origine étrangère. Face à la montée des mouvements nationaux-populistes comme le Front national, la gauche est désarmée et a du mal à se débattre avec sa conception de la nation ou de la patrie.

*** l'intervention des pays occidentaux (dont la France) dans des pays où l'islam est la religion dominante** pour ne pas dire une religion d'Etat ; pour justifier ces guerres (Irak, Afghanistan, Mali) il faut souder les rangs et se trouver des justifications : guerre contre le terrorisme et pour la démocratie, justifications qui peuvent prendre soit le chemin d'un «conflit de civilisations» que l'on déplore tout en l'alimentant ; soit pousser à mettre en avant le rôle prétendument civilisateur de l'universalisme républicain, dans le cas français. Dans tous les cas, une telle atmosphère ne peut que renforcer les discours social-chauvins.

*** la montée de l'islam politique et plus particulièrement du djihadisme internationaliste** (que certains appellent «clérico-fascisme» en comparaison avec Franco, Salazar, Horthy, etc.). Les attentats en Europe (Madrid, Londres, Paris) donnent l'occasion aux classes dominantes locales de développer les discours sur l'unité nationale et aux social-chauvins de broder leurs variations sur ce thème.

*** la concurrence entre les pays européens et la difficulté et peut-être l'impossibilité de construire un Etat fédéral européen** : d'où la création de boucs émissaires (les discours anti-Grecs en Allemagne ; les discours anti-allemands en France, en Italie ou en Grèce, anti-Français et anti-allemands au Royaume Uni etc.).

Le nationalisme est une idéologie politique qui prétend répondre à de multiples attentes : la préservation ou l'augmentation du bien-être individuel et collectif, la défense des droits de tous les citoyens d'une nation ou d'un Etat, l'indépendance d'un peuple, les pulsions xénophobes et identitaires, la croyance mystique, quasi religieuse, en une communauté d'intérêts et de valeurs, etc. La liste est longue et notre combat ne va pas être facile d'autant que ces idées sont bien implantées, sous des masques divers, dans les milieux de gauche, syndicaux, associatifs, que nous pouvons fréquenter dans notre vie de tous les jours.

Y.C., 30 mai- 20 juillet 2015

Lettre d'un lecteur à propos de «Idéologues et militants du social-chauvinisme»

Dans le texte intitulé «Idéologues et militants du social-chauvinisme» j'ai critiqué les positions de Guy Debord sur l'immigration et l'identité nationale. Un lecteur m'a envoyé une lettre que je reproduis bien volontiers. J'y répondrai quand j'aurai lu la lettre de Debord dont il parle et qui n'est pas mentionnée dans ses «*Oeuvres complètes*» puisqu'elle est apparemment parue ensuite. J'essaierai de trouver aussi le livre d'Oublamer pour me faire une opinion et rectifier éventuellement le tir... si je me suis trompé dans mon appréciation. Y.C.

Bonjour,

Tout en ne reprenant pas à mon compte l'expression «social-chauvinisme» (trop connotée historiquement), je suis pour l'essentiel d'accord avec ce que vous écrivez dans votre billet du 21 juillet.

En revanche, rattacher Debord à ce courant «social-chauvin» (même si c'est «comme ça en passant») est absurde, pour ne pas dire grotesque. Il paraît possible dans le cas présent que vous avez-vous été abusé, comme d'autres avant vous. Je vais m'expliquer. Mais auparavant deux mots sur Meziouz Ouldamer, puisque ce texte de Debord (repris dans ses œuvres complètes avec la mention «notes pour Mezioud») lui est destiné.

Ce militant politique algérien, emprisonné par le régime Bendjedid, s'est réfugié en France dès sa sortie de prison en 1984. Il adresse alors un manuscrit (*Offense à président*) aux Éditions Gérard Lebovici. Celles-ci le transmettent à Debord pour lecture. Son avis est favorable et l'ouvrage paraîtra l'année suivante. Debord et Oublamer se rencontrent en octobre 84 et sympathisent. Durant l'automne 1985, Oublamer lui envoie le plan détaillé d'un projet de livre (*Le cauchemar immigré*, qui paraîtra un an plus tard aux Éditions Lebovici), projet ayant fait l'objet auparavant de discussions entre eux.

Debord lui répond le 22 novembre, et joint à cette lettre ces fameuses «notes pour Mezioud». On ne peut comprendre ces «notes» sans avoir préalablement pris connaissance de cette lettre. Debord conseille à son correspondant d'écrire ce livre dans «le style de ce que d'aucuns pourraient appeler le cynisme», et l'incite pour ce faire à relire le *Rapport de Censor* (livre qui a eu d'importantes répercussions une décennie plus tôt en Italie et auquel Debord a collaboré). L'écrire comme s'il s'agissait d'un auteur au-dessus de la mêlée, au «ton parfaitement impassible», qui n'en transmet pas moins quelques vérités difficiles à entendre. Ainsi pour l'intégration des immigrés («Il n'y aura pas d'intégration»). Les «notes pour Mezioud» illustrent dans le détail, en l'argumentant, le contenu de la lettre de Debord. Ce qui signifie pour résumer que le propos de Debord ne peut en aucun cas être pris au pied de la lettre. Il s'agit d'un procédé auquel a déjà eu recours un Machiavel (pour ce citer que lui). Ni auparavant, ni par la suite, Debord ne s'est exprimé de cette manière. Donc citer ces «notes» sans dire un mot et plus sur le contexte dans lequel elles ont été rédigées est fautif.

Si vous avez eu entre les mains l'édition des *Oeuvres complètes* de Debord (qui inclut ces «notes sur "la question des immigrés"») sans les faire précéder de la lettre de Debord à Oublamer, ou sans apporter les précisions que je viens d'évoquer, vous avez en toute bonne foi été abusé par ce texte (puisque l'édition se révèle ici fautive). Mais si vous connaissez le tome 6 de la *Correspondance* de Debord (publié quelques mois après les OC), la dite correspondance comprenant la lettre suivie des «notes», alors cela devient incompréhensible. (...)

Un lecteur, 8 août 2015